

## 2. STEINS BERLINER MISSION FRÜHJAHR 1808

Vollmacht für Stein

Königsberg, 28. Februar 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. XI. 89. Fasc. 429. Ausfertigung

*Generalvollmacht zum Abschluss der Verhandlungen mit Daru, insbesondere über die Höhe und Bezahlung der preussischen Kriegskontribution.*

Stein an A. v. Humboldt

Berlin, 5. März 1808

Nach Hassel a. a. O. I. S. 453

*Hofft auf eine Erleichterung der politischen Lage Preussens im Zusammenhang der grossen politischen Pläne Napoleons, insbesondere seiner orientalischen Politik. Glaubt, dass der Kaiser auf jeden Fall genötigt sein werde, die in Preussen stehenden Truppen grossenteils abzuziehen, um sie anderweitig zu verwenden oder um Russland über die in ihrer jetzigen Aufstellung liegende Drohung zu beruhigen. Um allen unerwarteten neuen bedrohlichen Explosionen Napoleons vorzubeugen oder ihnen rechtzeitig zu begegnen, soll Prinz Wilhelm seinen Aufenthalt in Frankreich verlängern.*

J'ai trouvé, mon cher Baron, votre lettre du 26 de février à mon arrivée à Berlin et me rapporte au contenu de celle que le Président Sack a adressée à Son Altesse Royale et au Baron de Brockhausen.

Le contenu de la conversation du prince <sup>1)</sup> est bien affligeant, je ne puis cependant croire que l'Empereur se soit expliqué avec franchise sur l'évacuation de la Moldavie et la Valachie. Vous vous rappellerez que l'Empereur Alexandre a assuré positivement qu'il était d'accord avec la France sur l'occupation de ces provinces, ce qui est d'autant plus vraisemblable qu'il est certain que cette dernière puissance a des vues sur l'Empire Ottoman, vues dont l'Empereur Napoléon convient lui-même dans sa conversation en avouant que Constantinople était le point essentiel sur lequel se dirigeait la grande politique de l'Europe. Si même on ne veut considérer les Turcs que comme moyens pour faire réussir l'expédition contre les Indes, il importerait toujours d'occuper les provinces mentionnées.

La Russie ayant sacrifié ses intérêts par la fermeture des ports au commerce anglais, s'étant déclarée prête à attaquer la Suède, on devrait croire que la France n'a plus aucun motif pour continuer à prendre contre elle une attitude si menaçante et à entretenir une forte armée sur les bords de la Vistule et de l'Oder.

Quels ques soient les plans de l'Empereur quant à la grande politique,

---

<sup>1)</sup> Vgl. oben S. 381, Anm. 1.

elle doit toujours le déterminer à faire usage des armées sur des points éloignés de la Prusse.

On doit donc s'attendre à un changement en bien dans le courant de l'été, mais on doit tout faire pour prévenir que quelque événement imprévu et incalculable ne produise de ces explosions destructives et ne ranime des passions haineuses dont le principe est connu. Pour entretenir ces dispositions favorables, il me paraît qu'il est de toute nécessité que le prince porte le sacrifice à sa patrie de prolonger son séjour; il pourrait, du consentement de l'Empereur, pendant son absence faire un voyage dans l'intérieur de la France, en cas qu'il trouvât de l'inconvénient à rester à Paris. Je désire que ces considérations obtiennent l'approbation de S. A. R., et je les ferai parvenir par le courrier qui part demain à la connaissance de Sa Majesté.

Stein an Goltz

Berlin, 6. März 1808

Nach Hassel a. a. O. I. S. 453 f.

*Das Schicksal Preussens im Rahmen der napoleonischen Aussenpolitik, insbesondere seiner orientalischen Pläne, Hoffnung auf Hilfe und Unterstützung von Seiten Russlands, Aussichtslosigkeit direkter Unterhandlungen mit Daru im gegenwärtigen Augenblick. Beginn der Besprechungen. Stein für Verlängerung des Aufenthalts des Prinzen Wilhelm in Frankreich, dessen alleinigen Erfolg Stein in der Milderung des Hasses und Misstrauens des Kaisers gegen Preussen sieht und den er für wichtig hält, um plötzlichen Ausbrüchen, „deren Wirkungen furchtbar sein können“, die Spitze abzubrechen.*

A mon arrivée à Berlin le 4 d. c., j'ai trouvé les dépêches les plus récentes de Paris dont le contenu n'est certainement point consolant <sup>1)</sup>, mais il fournit cependant matière aux observations suivantes.

L'Empereur veut laisser la situation de la Prusse en suspens, il la rend dependante de la grande politique de l'Europe, il considère Constantinople comme l'objet sur lequel ses combinaisons se dirigent et l'affaire des contributions comme secondaire, et il fait espérer un changement dans le courant de l'été et paraît insister sur l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie.

Je ne puis croire que l'Empereur veuille sérieusement l'évacuation de ces deux provinces, comme l'Empereur Alexandre a positivement assuré ne point être en discussion sur ce point avec la France et qu'il importe à cette dernière de voir tenir à la Russie une attitude imposante vis-à-vis de la Porte Ottomane, qu'il soit question de la partager ou de s'en servir d'instrument pour exécuter une expedition pour les Indes.

Les ouvertures que l'Empereur a faites au prince, nous mettent cependant dans le cas d'insister auprès de la Russie pour qu'elle nous donne l'assurance d'évacuer la Moldavie et la Valachie si la France se décide à retirer ses troupes de la Prusse et à mettre ce point hors de doute.

<sup>1)</sup> Bezieht sich vor allem auf den Bericht des Prinzen Wilhelm vom 26. Februar. Vgl. den vorhergehenden Brief.

Je n'attends point dans ce moment à avoir quelque succès dans ma négociation, comme M. Daru, selon les dernières notes données à la commission, se tient toujours à ses propositions inadmissibles surtout quant aux réclamations des provinces démembrées.

Je suis convenu avec lui de commencer demain nos conférences sur les différents objets de discussion qui jusqu'ici sont opposés à une détermination finale, et il faut maintenant voir quelle marche que l'affaire prendra.

Votre Excellence verra par la lettre de M. de Humboldt <sup>1)</sup> et par le contenu des dépêches du prince que l'Empereur lui marque de l'intérêt et le traite jusqu'à un certain point avec confiance. Si même dans ce moment-ci, il ne peut point amener les choses à une conclusion, il servira d'organe pour traiter avec l'Empereur sur les intérêts du pays, rapport d'autant plus nécessaire que M. de Brockhausen n'a point encore eu son audience. Le caractère conciliant du prince prévient une certaine aigreur, un abandon à des sentiments haineux, qu'un rien quelque fois peut faire renaître et dont les explosions peuvent être terribles. Il me paraît être d'une nécessité urgente de prolonger le séjour du prince si même l'Empereur part pour quelque temps, et pour éviter ou l'ennui d'une vie desœuvrée dans la capitale ou des inconvénients d'un autre genre, il pourrait faire une tournée pour visiter quelques points intéressants.

Je prie instamment V. E. de mettre ces réflexions sous les yeux de Sa Majesté et, en cas que vous accédiez à mon opinion, de l'appuyer de toute manière.

Je désire pouvoir donner à V. E. des nouvelles satisfaisantes.

Stein an Frau vom Stein  
St. A.

Berlin, 9. März 1808

*Die Reise Steins nach Berlin. Frage der Uebersiedlung seiner Familie. Hoffnung auf baldige Räumung Preussens.*

Je ne puis laisser partir Koppe sans vous dire deux mots, ma chère amie, et accuser la réception de votre lettre ... du 4 de mars. Je me trouve ici depuis le 4 de mars, ayant quitté Königsberg le 29 d. m. p. et étant arrivé en 5 jours et trois nuits de voyage; ma santé est bonne.

Si Koppe rapporte de bonnes nouvelles et décisives, nous pourrions voir terminer l'affaire bientôt et l'évacuation effectuée à la fin d'avril <sup>2)</sup> — avant l'arrivée des réponses sur les dépêches qu'il porte, je ne puis prendre aucun parti sur votre arrivée, ma chère amie — en attendant restez à Francfort ...

<sup>1)</sup> Vom 26. Februar 1808. S. oben S. 381.

<sup>2)</sup> Vgl. dazu das Schreiben Steins an Borgstede vom 16. März, Lehmann I. S. 233, Anm. 1.

Note Steins an Daru

Berlin, 9. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 72. A. X. 3. Vol. 4. Gedr. Lesage, Napoléon créancier de la Prusse, S. 337 ff.

*Uebersendet einen auf Grund der vorher gegangenen Verhandlungen entworfenen Plan einer Convention zur Befriedigung der französischen Forderungen, ausserdem einige erläuternde Bemerkungen zu diesem Entwurf („Observations à l'appui de cette convention“) und schliesslich noch eine Denkschrift über die den pariser Bankiers zu machenden Vorschläge über die Beleihung der preussischen Sicherheiten.*

*Inhalt des Conventions-Entwurfs. — Erneute Anerkennung der französischen Forderungen von rund 154 Mill. Frs. Absetzung aller seit dem 12. Juli 1807 von den Franzosen einbehaltenen Staats-Einkünfte. Bezahlung der restlichen Contributions-Summe durch Domänen-Pfandbriefe und Obligationen. Einräumung der Festungen Stettin, Küstrin und Glogau als Sicherheit bis zur völligen Bezahlung der Obligationen, so dass nach Bezahlung jedes Drittels derselben eine der Festungen geräumt werden soll. Stärke der Festungsbesatzungen (Stettin 4000, Küstrin 2000 und Glogau 3000 Mann). Besoldung der Besatzung durch die Franzosen, Verpflegung und Unterhalt durch Preussen. Weitere Einzelheiten über die Besatzungsfrage. Rückgabe der Civil-Verwaltung in den besetzten Gebieten mit dem Tag des Vertragsabschlusses. Räumung innerhalb dreissig Tagen nach Vertragsabschluss mit Ausnahme der Festungen. Einräumung der Militärstrassen (Danzig—Warschau, Danzig—Stettin, Stettin—Schwedisch Pommern, Schwedisch Pommern—Magdeburg) für die Zeit bis zur endgültigen Einlösung der Obligationen und zur Räumung der Festungen. Die Regelung der Ansprüche der abgetretenen Provinzen und die Ausführung des Artikels 25 des Tilsiter Vertrags bleibt besonderen Abmachungen vorbehalten, welche die Bestimmungen über die Räumungsfristen nicht berühren sollen.*

Stein an Altenstein

Berlin, 13. März<sup>1)</sup> 1808

Preuss. Staatsbibliothek Berlin

*Finanz- und Währungsfragen. Beyme. Nagler. Borgstede.*

E. Hochwohlgebohren theile ich den Brief des H. N[iebuhr?] <sup>2)</sup> mit, der Ausführung des Planes selbst steht die Ungewissheit der Russischen Forderungen <sup>3)</sup> entgegen und dass über ihre Auszahlung nichts entschieden ist.

Unterdessen glaube ich dennoch, dass, wenn man wohlfeil einkauft mit sinkendem Papier, wie jetzt der Fall ist, man auch keine Gefahr hat, wenn man das Getraide und die Producte lagern lässt, bis bessere Conjunkturen eintreten. Hierüber und über N[iebuhrs] Idee der Belegung bey den Banquen müsste H. N[iebuhr] consultirt werden.

Setzen E. H. nur die Sache mit Ernst und Nachdruck fort. Wie kann Herr G. R. Beyme es missbilligen, dass ich einen anderen zum Vortrag vorgeschlagen<sup>4)</sup>, wenn man nur erwägt sein und mein Verhältniss zueinander und zum Publico, seine Beybehaltung im Cabinet hat den Franzosen, wenigstens nach ihren hiesigen Aeusserungen missfallen, und wenn ich gleich seiner Beurtheilung des Einzelnen Gerechtigkeit widerfahren lasse, so fehlt es ihm an den Kenntnissen, die zur Administration erforderlich sind.

<sup>1)</sup> Mai?

<sup>2)</sup> Fehlt.

<sup>3)</sup> D. h. der Forderungen, die Preussen aus dem Krieg von 1806/7 noch an Russland hatte und die sich auf etwa 3 Millionen Taler beliefen. S. Haussherr a. a. O. S. 202.

<sup>4)</sup> Vor seiner Abreise aus Berlin. Vgl. oben S. 382.

H. G. R. Nagler kennt meine Papier und Dinten Summe und wird mein Stillschweigen entschuldigen, aber nicht ein gleiches gegen mich beobachten.

H. v. Borgstede, der sich sehr freut, als Envoyé Prussien behandelt und neben der Me. Soult <sup>1)</sup> gegessen zu haben, schreibt mir den anliegenden Brief <sup>2)</sup> — stellen Sie ihn H. Gf. v. Goltz oder Herrn v. Schroetter zu, die das Nöthige in den Häfen verfügen und H. v. B. vom Geschehenen benachrichtigen werden.

H. Gh. Nagler wird Sie von der Lage unserer Unterhandlungen benachrichtigen.

Stein an Klewitz

Berlin, 13. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 89a V. Vol. III. Ausfertigung

*Der von Minister Schroetter befürwortete Antrag der ostpreussischen Landesdeputation und des Königsberger Komités, eine Anleihe zur Deckung ihres Kontributionsanteils zu einem höheren als dem gesetzlich erlaubten Zinsfuss aufzunehmen, wird abgelehnt. Die Durchbrechung des Wucheredikts oder seine Aufhebung (d. h. die Befreiung des Geldmarks von allen gesetzlichen Einschränkungen) sei unter den jetzigen anormalen Verhältnissen zu bedenklich. Hinweis auf die österreichischen Erfahrungen des Jahres 1787.*

Prinz Wilhelm an Stein

Paris, 14. März 1808

St. A. Reinschrift. — Konzept Brand.-Preuss. Hausarchiv. Nachlass Prinz Wilhelm

*Das Angebot des Prinzen, sich Napoleon als Geisel zu stellen. Ablehnende Antwort des Kaisers.*

Ich sehe, meine Frau hat Sie von allem unterrichtet <sup>3)</sup> und bemerke, dass ich vergass, dieser mitzutheilen, was bereits in der bewussten Sache geschehen ist. Es ist wahr, ich wollte nach dem in Memel kurz vor meiner Abreise entworfenen Plan dessen Ausführung bis zum letzten entscheidendsten Moment aufbewahren. Die ungünstigen Auspicien, unter denen ich hier eintraf, Winke von Spuren übrig gebliebener Grossmut, welche sichere Quellen mir anzeichneten, die hieraus geschöpften Ideen, der erste Eindruck müsse der Haupteindruck seyn, dann der grosse Augenblick selbst — die Begeisterung — alles überzeugte mich und riss mich hin, anzufangen, womit ich enden wollte. Sie wissen aus meinem ersten Bericht <sup>4)</sup>, wie eingewurzelter Hass und Mangel an Zutrauen aus allen Reden des gewaltigen Mannes hervorleuchteten. Da fasste ich den Entschluss, mich selbst augenblicklich statt jeder anderen Sicherheit anzubieten, als Geisel in seiner Macht zu bleiben, und zum Beweis, wie fest er auf meinen Bruder rechnen könne, bot ich ihm meine Dienste an, dessen

<sup>1)</sup> Soult stand damals noch in Ostpreussen und bewies in allen Fragen, für die er zuständig war, insbesondere bei den Grenzregulierungen gegen Danzig und Polen, eine besondere Härte. Vgl. Haussherr a. a. O. S. 142f.

<sup>2)</sup> Fehlt.

<sup>3)</sup> Vgl. oben S. 374ff.

<sup>4)</sup> Der Immediat-Bericht vom 9. Januar 1808. Gedr. Hassel a. a. O. I. S. 436 ff.

Liebe zu mir müsste dann hinreichende Bürgschaft ihm stellen. Mit freundlichem Blick betrachtete er mich, als ich ungestüm dieses sagend in ihn drang, doch war seine Antwort: — Unmöglich könne er es annehmen, nie.

Sie sehen hieraus, wie richtig das Urtheil war, welches Sie über diesen Schritt in Ihrem letzten Brief gefällt haben. Doch bitte ich, in Ihrer Brust zu verschliessen alles, was diesen misslungenen Versuch, mein Vaterland durch mich selbst zu retten, betrifft; der Beyfall, den meine Freunde mir zollen, unter denen ich kühn Sie mitbegreife, ist mir Freude genug und Belohnung. Wie schade, dass ich nicht helfen konnte.

Stein an Borgstede

Berlin, 16. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. VI, 3. Konzept Sack

*Auf Borgstedes Bericht vom 13. März 1808 über die Not und Erschöpfung Pommerns und die Unmöglichkeit, weitere Naturallieferungen aufzubringen, verweist Stein auf den augenblicklich günstigen Stand der Verhandlungen mit Daru und die daraus entspringende Hoffnung auf eine baldige Räumung des Landes oder mindestens auf eine baldige Zurückgabe der Zivilverwaltung. Das bisherige System der Naturallieferungen sei deshalb vorläufig beizubehalten und das Fehlende notfalls durch Ankauf aus anderen Gebieten herbeizuschaffen. Dem von Borgstede befürchteten Mangel an Saatkorn sei dadurch entgegenzuwirken, dass das dafür benötigte Getreide durch Aussaat vor dem Zugriff der französischen Truppen gerettet werde, „denn was in die Erde kommt, wird am sichersten den fremden Truppen entzogen“.*

Stein an Frau vom Stein

Berlin, 19. März 1808

St. A.

*Gespannte Erwartung der Entscheidungen aus Paris. Die Feier des Geburtstags der Kaiserin Josephine in Berlin.*

Je ne vous écris que deux mots, ma chère amie, pour vous dire que ma santé est bonne . . . Le courrier que nous attendons ne peut être ici que le 26 d. c.<sup>1)</sup>, donc que notre incertitude est toujours la même — enfin, tout doit cependant se développer, comme la crise présente ne peut durer, et nous prendrons alors notre parti.

*Belanglose Familiennachrichten.*

Nous avons aujourd'hui une grande fête, celle de l'Impératrice, Tedeum, souper, bal — tout ceci est bien ennuyeux <sup>2)</sup>.

Voici des productions de l'Eisen Giesserey dont je vous prie de disposer entre vous et les enfants.

<sup>1)</sup> Er sollte die Antwort auf die preussischen Zahlungsvorschläge vom 9. März bringen. Vgl. Hauss herr a. a. O. S. 183 f.

<sup>2)</sup> Vgl. dazu Hauss herr a. a. O. S. 194.

Stein an Klewitz

Berlin, 20. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XXIII. 3. Konzept (Staegemann) und Ausfertigung

*Stein für Aufhebung der Lehnsverfassung des adligen Grundbesitzes. Zur Klärung der damit zusammenhängenden Rechtsfragen seien die Gerichtshöfe und die Stände zu hören, Kanzler Schroetter mit den nötigen Erhebungen und Vorarbeiten zu beauftragen.*

Die Aufhebung der bisherigen Lehnsverfassung, auf welche einige Pommer'sche Güterbesitzer in den beiden zurückgehenden Vorstellungen vom 9. und 10. d. M. antragen <sup>1)</sup>, ist, da sie in die Privat Rechte so sehr eingreift, einer Vorbereitung bedürftig, die zunächst eingeleitet werden muss. Man muss die Gerichtshöfe der verschiedenen Provinzen und die Stände darüber hören, weshalb des Königs Majestät diese Angelegenheit dem Herrn Kanzler Freyherrn von Schroetter zu übertragen haben würden <sup>2)</sup>. Es wäre ihm dabei der Gesichtspunct aufzustellen, dass die Aufhebung der Lehnsverfassung durch die Zeitverhältnisse und durch die Nothwendigkeit, jedes Hinderniss einer freien Bodencultur fortzuschaffen, dringend herbeigeführt werde, dass jedoch die Gerechtigkeit gebiete, die Rechte solcher Lehns Anwärtler, welche entweder nach der Nähe des Grades oder der Wahrscheinlichkeit des Anfalls, zum Genuss ihrer Successions Ansprüche zu gelangen, wohl erwarten können, nicht zu kränken. . . .

Stein an Sack (?)

Berlin, 22. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11

*Die Schwierigkeiten mit den französischen Besatzungsbehörden in Schlesien. Mittel und Wege, die von den Franzosen bedrohte Getreideversorgung der Grafschaft Glatz und der Festungen sicherzustellen. Massow solle zur Berichterstattung über die noch vorhandenen Geldmittel angewiesen und ihm mitgeteilt werden, dass er auf Zuschüsse aus Königsberg nicht mehr rechnen könne. Grawert sei mit dieser Begründung zu Einsparungen beim Militär aufzufordern.*

Ich wünschte, diesen Morgen über die Schlesischen Angelegenheiten mit E. H. zu sprechen — sie betreffen die Sperrung der Circulation der Lebensmittel und die Geldmittel zur Bestreitung der Provinzial Bedürfnisse.

Ich vernehme zwar, dass die Verpflegung der Vestungen auf einen Monat von den Französischen Provinzial Behörden nachgegeben ist — dieses ist aber sehr prekär, und wird man den General Grawert auffodern, sich zu bemühen, ein permanenteres Verhältniss herzustellen.

b) Den H. v. Massow, dass er das freye Getrayde Verkehr mit Böhmen und das Verbot der Ausfuhr nach Sachsen bewürke. In Hinsicht auf das erstere wird ein Schreiben an den H. v. Finkenstein, um die Sache zu sollicitiren, entworfen werden müssen.

Was nun die Geldmittel anbetrifft, so wird man dem H. v. Massow das

<sup>1)</sup> S. Lehmann a. a. O. II. S. 303 ff.

<sup>2)</sup> Entsprechende Kabinets-Ordre an Schroetter vom 30. März 1808.

Befremden ausdrücken über das Benehmen der Kammer und ihr unbesonnenes Offenlegen der an die Garnison eingezahlten Gelder, ihn auch fragen, was er für Geld Ressourcen, als laufende Einnahme, Anleihen usw. übrig habe, da er auf Zuschüsse von Königsberg nicht mehr rechnen dürfe <sup>1)</sup>).

Das letztere wird dem H. Grawert gesagt und bemerkt, wie ihm wahrscheinlich die Einschränkungen, die des Königs Maj. in Preussen und Pommern gemacht, bereits bekannt und wie vermutlich durch deren Anwendung bedeutende Ersparungen bey dem Schlesischen Militair gemacht werden könnten, ...

Es sind der Graf Haugwitz, Landschafts Direktor, und der Graf Bethusy hier, und werde ich sie um 11 Uhr sprechen. Vielleicht ergibt sich aus ihrer Unterredung noch einiges, was man benutzen kann ...

Stein an Altenstein

Berlin, 23. März 1808 <sup>2)</sup>

Preuss. Staatsbibliothek Berlin — Abschrift Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 151a, Tit. XXI No. 1

*Übersendet Vinckes Gutachten vom 24. März über den Organisationsplan, dringt auf Vereinfachung der Organisation der Kammern, die Verhandlungen über die Neubildung der Kreisverfassungen. Die ländliche Selbstverwaltung Ostfrieslands als Vorbild.*

E. H. habe ich die Ehre, das Gutachten des Herrn Kammer Präsidenten v. Vincke über den Organisations Plan, mit meinen Marginalien versehen <sup>3)</sup>, mitzutheilen, um seinen Gehalt gleichfalls zu prüfen und mir Ihr Gutachten darüber mitzutheilen.

Besonders wichtig wird es seyn, den Fehler bey den Kammern zu vermeiden, dass der Abtheilungen nicht zu viele werden, damit nicht Verwirrung entstehe und der Räder zu viele werden. Ich glaube daher, man wird die Sectionen zusammenziehen können nach den Marginalien bey der betreffenden Stelle. H. Pr. v. Vincke hat noch verschiedenes den Geschäfts Gang bey den Kammern betreffendes angeführt, welches in den Organisations Plan aufzunehmen seyn wird.

Ueber Crayss Organisation ist mir einiges zugestellt werden <sup>4)</sup>, was ich Ihnen vielleicht heute noch mittheile.

Zugleich erhalten Sie in der Anlage eine Darstellung des Zustandes der bäuerlichen und ständischen Verfassung in Ostfriesland <sup>5)</sup>, diese beruht auf richtigen Basen:

<sup>1)</sup> Entsprechende Kabinets-Ordre an Massow vom gleichen Tag ebd. Vgl. dazu auch noch die Kabinets-Ordre an Bismarck vom selben Tage (ebd.), ausserdem das Schreiben Steins an Grawert vom 27. März 1808 (unten S. 393). Das Konzept des Schreibens an Finkenstein (ebenfalls vom 22. März 1808) ebd.

<sup>2)</sup> Richtig wahrscheinlich 24. März, da die im Brief zitierte Denkschrift Vinckes von diesem Tag datiert ist. Das Datum des Stein'schen Briefes lautet allerdings eindeutig wie oben gegeben.

<sup>3)</sup> Befindet sich ebenfalls in Rep. 151a. Tit. XXI. Nr. 1.

<sup>4)</sup> Die undatierten Aufsätze Redens unten S. 449, Anm. 3?

<sup>5)</sup> Die Denkschrift Vinckes „Über die Verfassung des dritten, Bauern- oder Haus-



Wählen alle freyen Eigenthümer von einem gewissen Vermögen.  
Gewählte etwas Wohlhabendere.

Die Administratoren standen neben den Kammern, ich halte es besser,  
sie in die Kammer zu setzen.

#### Kabinetts-Ordre an Borgstede, Gerlach und Minister Schroetter

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 89a VIII, Vol. 2. Konzept Vincke

Berlin, 25. März 1808

*Auf Grund eines Gutachtens Vinckes vom 18. März über die Verlängerung ablaufender Generalpachtverträge der Domänenämter werden die Zivilkommissare und Schroetter angewiesen, bei der Verlängerung oder Erneuerung der Pachtverträge auf die geplante Domänenveräußerung Rücksicht zu nehmen und die Bedingungen so zu stellen, dass die ganze oder teilweise Veräußerung von Domänen auch während der Pachtperiode möglich bleibe. Ausserdem sollen die Pächter verpflichtet werden, sich etwaige Veränderungen in Absicht der Reluition der Geld- und Naturalgefälle, der Dienste und der Zwangsfabrikationsrechte gegen entsprechende Pachtermässigung gefallen zu lassen. Vorkaufsrecht bewährter Pächter beim Verkauf von Vorwerken.*

#### Aufzeichnungen Steins zum Immediatbericht Massows vom 23. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 89a. XII. 11

[Berlin, 26. März 1808]

*Billigt das Verhalten Massows in bezug auf den Ausweisungsbefehl des Marschalls Mortier. Versuch Steins, dem letzteren auf dem Weg über Grawert die Unrechtmässigkeit seines Vorgehens klarzumachen.*

H. v. Massow hat sehr wohl gethan, dieses Ansinnen des H. M. Mortier abzulehnen, der seiner Sache wohl selbst nicht recht gewiss seyn muss, da er sich aller schriftlichen Mittheilungen enthalten<sup>1)</sup>. Er wird also wohl thun, zu bleiben und seine Verbindung auf eine vorsichtige Art mit den Kammern fortsetzen. Ich werde an den General Grawert schreiben und ihn mit dem Vorgang bekannt machen, zugleich ihn auffodern, dem M. Mortier vorzustellen, dass der H. v. Massow zum Civil Commissarius vom König ernannt sey, dass sich dergleichen Beauftragte in allen Provinzen befänden und ihre Geschäfte, ohne von den Französischen Autoritäten daran verhindert zu werden, verrichteten, und dass noch weniger letztere ihrer Gewalt auf Provinzen ausdähnen, welche von Preussischen Truppen besetzt wären, also auf Glatz, Kosel, Silberberg.

Uebrigens müsse man, so lange die Franzosen die Administration an sich gerissen, alle Vorsicht beobachten und jede Collision vermeiden und mehr auf die Landes Verwaltung influenciren als sie auf eine zu offen in die Augen fallende Art dirigiren und ein gutes Vernehmen zu erhalten suchen<sup>2)</sup>.

mannsstandes in Ostfriesland insbes. dessen Theilnahme an den Landtagen<sup>4)</sup>. Dat. Aurich, 13. März 1808. Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 77, Tit. 192, Nr. 1. Vol. 1. Abschrift.

<sup>1)</sup> Vgl. zum ganzen Vorfalle Hausscherr a. a. O. S. 192.

<sup>2)</sup> Entsprechendes Schreiben an Massow vom 26. März 1808 ebd. Vgl. dort auch den Immediat-Bericht Steins in dieser Angelegenheit und sein Schreiben an die Breslauer Kammer vom selben Tage.

Immediat-Bericht Steins

Berlin, 26. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. VI, 1. Ausfertigung

*Die Forderung der französischen Behörden auf Herausgabe der Staatseinkünfte in Schlesien mit Rückwirkung vom 1. Oktober 1807 ab. Die breslauer Kammer sei angewiesen, dieser Forderung nicht Folge zu leisten und die Sache als nach Berlin zu den Verhandlungen mit Daru gehörig zu behandeln, sich dagegen für die künftig einlaufenden Einkünfte den Forderungen der Franzosen zu unterwerfen. Von der beabsichtigten Einstellung der Verwaltungsgeschäfte sei abzusehen, die Kammer solle vielmehr ihre Geschäfte weiterführen, um so viel als möglich die Interessen des Staates und des Königs wahrnehmen. Billigung von Massows Verhalten.*

Stein an Grawert

Berlin, 27. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII, 11. Konzept (Kanzleiband)

*Die finanziellen Schwierigkeiten beim Unterhalt der preussischen Truppen in Schlesien. Grawert wird angewiesen, sich mit Massow wegen Bereitstellung weiterer Mittel, notfalls durch eine Zwangsanleihe, in Verbindung zu setzen, da man die in den schlesischen Festungen und um dieselben liegenden Truppen nicht ausser Wirksamkeit kommen lassen dürfe, „damit nicht diese Vestungen von selbst den Franzosen in die Hände fallen“. Bedauert, dass die finanziellen Schwierigkeiten zum Teil durch unvorsichtiges Benehmen der Kammer bei den Unterhandlungen mit den Franzosen und durch die unnötige Zusammenhaltung der Beurlaubten entstanden seien.*

Stein an den breslauer Stadtrepräsentanten Klose Berlin, 29. März 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. VI, 1. Konzept Staegemann

*Der Antrag der städtischen Kämmerer, die ihr auferlegten ausserordentlichen Ausgaben zu erlassen, wird abgewiesen. Eine Untersuchung und Erleichterung der städtischen Schulden sei erst nach Wiederkehr geordneter Zustände möglich. „Uebrigens ist der Plan der Aufbringung der städtischen Kriegs Schulden durch Consumtions Abgaben, die die ersten Bedürfnisse treffen, fehlerhaft und verwerflich“<sup>1)</sup>.*

Stein an Frau vom Stein

Berlin, 29. März 1808

St. A.

*Erwartung der Antwort aus Paris. Entscheidung über die Übersiedlung seiner Familie nach der erhofften endgültigen Klärung der politischen Lage.*

Je réponds à vos deux lettres du 9 et du 17 de mars, et j'espère que la mienne vous trouvera en bonne santé . . .

Koppe a remis ses commissions le 16. On nous a annoncé son arrivée, il faut attendre la réponse pour prendre un parti quelconque. Dieu veuille qu'il soit conforme à nos vœux et qu'enfin nous obtenions un moment de tranquillité pour ce malheureux pays et pour nous qui y appartenons.

*Bedeutungslose Familiennachrichten.*

Si les espérances sont déçues, si je retourne à K[önigsberg], alors je vous proposerai de venir me joindre au mois de mai si la saison est bonne . .

Ma santé est tolérable, de temps en temps, la goutte me rappelle sa présence.

---

<sup>1)</sup> Eigenhändiger Zusatz Steins.

J'ai envoyé la lettre de la P. Hohenlohe à Königsberg, je crains bien qu'elle n'obtienne point de réponse satisfaisante, comme nous sommes bien pauvres.

Königin Luise an Stein  
St. A.

Königsberg, 31. März 1808

*Wechsel in der Leitung der Erziehung des Kronprinzen. Plan, Delbrück durch Ancillon zu ersetzen. Skeptische Beurteilung der Aussichten der in Paris Verhandlungen über das preussische Angebot vom 9. März. Abwehr eines Presse-Angriffs auf die Königin. Knesebeck als militärischer Erzieher des Kronprinzen. Frage seiner Eignung.*

Je vous rends million de grace de la lettre que vous avez écrit à la Berg pour moi <sup>1)</sup>. Elle ajoute encore à la reconnaissance sincère que je vous porte pour tout ce que vous faites pour le Roi, pour la famille et pour le pays. Rien au monde ne me tient plus à coeur que l'objet dont elle parle, cependant je crois qu'on ne peut rien faire ni proposer qu'à votre retour. J'ai eu occasion de parler à ce sujet au Roi, en lui faisant remarquer la nécessité de changer les personnes auprès de mon fils et de lui nommer même Ancillon. Il n'a pas dit non. Voilà tout mon espoir pour la réussite du plan, d'ailleurs il était très frappé de tout ce que je lui disais. —

La bonne Berg s'est chargée de vous envoyer la lettre de mon frère <sup>2)</sup>, comme je n'ai pas un moment à moi, elle a très bien fait. Cette conversation <sup>3)</sup>, qui est le coeur tout entier de l'homme dont nous dépendons, m'a, je l'avoue, navrée de douleur, car je crains que c'est la réponse que nous aurons au lieu de ratification à votre ouvrage, qui aurait été si bénigne pour nous s'il avait été suivi d'un oui de là bas. —

Toujours persuadé, Vous Mr. le Baron, [!] que mes sentiments d'estime et de reconnaissance n'ont pu que s'accroître dans cette occasion-ci et que je serai fière de vous le prouver.

Ci-joint un petit billet <sup>4)</sup> que vous aurez la complaisance de lire et de corriger et changer comme vous voudrez, qui est une réponse à une annonce faite dans la Gazette de Berlin et que j'ai très bien compris. Je suis sûre que cela ne vous aura pas échappé.

Je suis bien impatiente de savoir votre jugement sur Knesebeck et si vous le croyez capable de la grande tâche qu'il aurait à remplir <sup>5)</sup>. Je vous demande bien pardon du peu d'ordre et de suite qu'il y a dans cette lettre. Mais je manque de temps. Etant avec ma considération distinguée votre amie

Louise.

<sup>1)</sup> Erscheint in den Nachträgen im 7. Band.

<sup>2)</sup> Wohl eigentlich „beau-frère“, d. h. der Prinz Wilhelm. Sein Brief an die Königin liegt nicht vor.

<sup>3)</sup> Vom 26. Februar zwischen dem Prinzen und Napoleon? Vgl. oben S. 381, Anm. 1.

<sup>4)</sup> Fehlt.

<sup>5)</sup> Als militärischer Erzieher des Kronprinzen. S. unten S. 458 u. S. 468.

Stein an Grawert

Berlin, 2. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11. Konzept (Kanzleihand)

*Billigt sein Verhalten gegenüber dem Marschall Mortier im Falle Massow. Ersucht ihn, mit Massow weiterhin Verbindung zu halten. Befriedigung über die Reduktion der Truppen. „So wehe es mir selbst thut, so muss ich doch bekennen, dass die Geldverlegenheit hier und in Königsberg . . . kein zu Hülfe kommen zulässt.“ Grawert müsse also versuchen, selbst durchzukommen.*

Stein an die Kombinierte Immediat-Kommission Berlin, 4. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151a. Tit. I. Sect. 4. Nr. 1. Vol. 1

*Teilt ihr mit, dass Massow wegen seines Konflikts mit den Franzosen dispensiert, seine Geschäfte als Zivil-Kommissar einem Ausschuss der Breslauer Kammer unter Leitung Bismarcks übertragen worden seien.*

Stein an Bismarck

Berlin, 4. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII, 11. Konzept Staegemann

*Um die durch die Verbannung Massows nach Glatz entstehenden Schwierigkeiten und Verzögerungen in der schlesischen Verwaltung zu beseitigen, wird Bismarck angewiesen, aus den Mitgliedern der Kammer einen Ausschuss von höchstens vier Köpfen als stellvertretende Behörde für den Zivil-Kommissar zu bilden. Abgrenzung der Aufgaben dieser Behörde gegen diejenigen der Kammer. Fordert einen Bericht über die Lage der Provinz und wünscht besonders, dass Bismarck sich über die Zweckmäßigkeit des schlesischen ständischen Komités und seine Operationen äussert. „Endlich vertraue ich, dass E. H. alle Hilfsmittel aufbieten werden, die in Schlesien stehenden Preussischen Truppen mit den nöthigen Geldern zu versehen und alle zu besorgenden Verlegenheiten zu verhüten.“*

Immediat-Bericht Steins

Berlin, 5. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII, 11. Konzept (Staegemann)

*Der Fall Massow. Da durch seine Verbannung nach Glatz die Geschäftsführung sehr erschwert werde, so habe Stein ihn von der Verwaltung des Zivil-Kommissariats dispensieren müssen, insbesondere auch um weitere Schwierigkeiten mit den französischen Behörden, die jedes Zusammenarbeiten mit Massow ablehnten, zu vermeiden. Bismarcks Beauftragung mit der Bildung eines Ausschusses aus den Räten der Breslauer Kammer zur weiteren Verwaltung der Geschäfte des Zivil-Commissariats.<sup>1)</sup>*

Note Darus an Stein

Berlin, 5. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. XI. 89, Fasc. 429. Abschrift. Exzerpt bei Bassewitz a. a. O. II, S. 527 f.

*Antwort auf Steins Zahlungsangebot vom 9. März auf Grund der Weisungen Napoleons. Die Verrechnung der seit dem 1. Oktober 1807 einbehaltenen Staatseinkünfte auf die Kontribution wird entgegen den Stein von Daru gemachten Hoffnungen abgelehnt. Das preussische Angebot, die Hälfte der Kontributionen in Wechseln zu bezahlen, könne erörtert werden, wenn Preussen die Mittel und Massnahmen nachweise, die eine rechtzeitige Einlösung der Wechsel gewährleisten.*

Le Soussigné Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français . . . a reçu la note que Son Excellence Mr. le Ministre . . . de Stein lui a fait

<sup>1)</sup> Vgl. dazu das Schreiben Steins an Bismarck vom 5. April 1808 ebd.

l'honneur de lui adresser le 4 de ce mois et à laquelle il avait joint une copie certifiée des plein-pouvoirs qui lui ont été confiés par Sa Majesté le Roi de Prusse pour traiter . . . et conclure tous les actes nécessaires à l'arrangement définitif des divers intérêts qui sont à régler entre la France et la Prusse . . .

Mr. le Plenipotentiaire de sa Majesté le Roi de Prusse invite le Soussigné à lui faire connaître s'il a reçu quelques réponses de son gouvernement au sujet des arrangements proposés par le cabinet prussien pour l'acquittement de ses contributions.

Le soussigné s'empresse de faire part à Son Excellence Mr. le Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse qu'il vient de recevoir des instructions relatives aux propositions dont il s'agit.

Sa Majesté l'Empereur et Roi ne saurait consentir à la demande qui a été faite que les revenus perçus depuis le premier octobre 1807 fussent déduites des contributions. Cette perception a eu lieu parceque les conditions stipulées par le traité de Tilsit et la convention du 12 juillet n'ont pas reçu de la part de la Prusse leur exécution et, ce retard obligeant Sa Majesté l'Empereur de tenir son armée dans une situation nécessairement fort dispendieuse pour lui, les revenus perçus depuis le 1. d'octobre sont employées à acquitter, du moins en partie, la solde et les dépenses de l'armée . . .

*Das von Preussen vorgeschlagene Projekt eines Ankaufs der im Tajo liegenden russischen Flotte durch Frankreich unter Verrechnung des Gegenwerts auf die preussische Kontribution und Bezahlung des Betrags durch Preussen an Russland wird ebenfalls abgelehnt.*

Quant à la proposition de donner cinquante et quelques millions en lettres de changes, payable dans un an, pendant lequel temps on garderait les places fortes, cette proposition serait susceptible d'être prise en considération, si d'ailleurs on prenait des mesures pour assurer la réalisation en argent dans un an de ces cinquante et quelques millions de lettres de change, et que par la notification de ces mesures les autorités françaises puissent avoir la certitude de voir effectuer ce paiement dans le délai déterminé . . .

*Mahnung wegen Aushändigung der Karten, Archive und Registraturen aus den abgetretenen Gebieten an die neuen Besitzer dieser Länder.*

Reden an Stein

Berlin, 6. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151. A. Tit. XXI. Nr. 1

*Überreicht die Pläne von Vincke und Itzenplitz über die Organisation der Provinzialbehörden, sowie eine eigene Ausarbeitung über diesen Gegenstand als Materialien zur weiteren Bearbeitung der Sache durch Stein.*

Euer Excellenz überreiche ich die Arbeit des H. v. Vincke über den Organisationplan nebst Bemerkungen in marginem, desgleichen meine

Ansicht [über] des v. Itzenplitz Gutachten und eine esquisse meiner über die Provinzial Verwaltung bereits geäußerten Idee . . . , endlich die Anteriores mit dem Wunsch, dass diese Winke Euer Exellenz Aufmerksamkeit einige Augenblicke fixiren und eine nähere gründliche Bearbeitung verdienen mögen, welche aber meines Erachtens nur in den Provinzen selbst geschehen und das Geschäft kluger . . . und mit der Lokalität und Verfassung bekannter Männer werden soll.

Note Steins an Daru

Berlin, 7. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 72 A X. 8. Konzept, Kanzleihand mit Korrekturen Steins

*Antwort auf Darus Note vom 5. April, insbesondere auf seine in dieser Note enthaltene Aufforderung, die Deckung für die von Preussen zur Bezahlung der Kriegskontribution angebotenen 51 Mill. Franken in Wechseln nachzuweisen. Aufzählung der dafür in Aussicht genommenen Geldmittel.*

Le Soussigné Ministre d'État et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse a reçu la note que Son Excellence Monsieur l'Intendant Général . . . lui a fait l'honneur de lui écrire le 5 de ce mois au sujet de la convention relative au payement des arréages des contributions et à l'évacuation des États prussiens.

Son Excellence, Monsieur le Plénipotentiaire français, demande dans cette note, quels sont les moyens de réalisation des lettres de change . . . Le Soussigné s'empresse de répondre à cet article.

Son Excellence ayant accepté jusqu'à ce moment les promesses des banquiers sans examiner ultérieurement leur degré de réalisation, et leur prompt payement devant l'avoir convaincu de leur solidité, le gouvernement français ayant de plus stipulé pour condition de la convention, qu'il serait mis, jusqu'à la réalisation des lettres de change, garnison française dans 3 forteresses prussiennes, on n'avait pas lieu de s'attendre que la solidité de ces moyens de payement serait mise en question. Pour la résoudre, on donnera un aperçu général des moyens de payement qui sont à la disposition de Sa Majesté le Roi de Prusse, et le Soussigné a l'honneur d'exposer à Son Excellence Monsieur le Plénipotentiaire français:

- I. que le Roi est résolu d'employer le product de la vente de tous les diamants et de la vaisselle d'or et d'argent de la couronne pour l'acquittement des lettres de change et promesses;
- II. qu'on fera délivrer [?] la vaisselle des particuliers en forme d'emprunt forcé pour le même objet;
- III. que les épargnes sur les dépenses de l'État, en ne conservant qu'un petit nombre de troupes et en portant l'oeconomie la plus stricte dans toutes les branches d'administration, formeront un fonds dont on pourra disposer pour la réalisation des lettres de change;
- IV. que le crédit et la fortune des négociants de Berlin, Breslau et des différentes maisons de commerce d'Elbing, Frankfurt sur l'Oder, Königsberg, Memel et Stettin, qui fourniront les lettres de change, garantissent

suffisamment la solidité de celles qui n'auront pu être amortis par les premiers sacrifices de Sa Majesté.

Le Roi n'est cependant point dans l'intention d'obliger les négociants à effectuer les paiements de leurs propres fonds; il se servira des moyens mentionnés et des créances qu'il est en droit de réclamer de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russes; il fera des emprunts, si ces emprunts, contre toute vraisemblance, ne réussiraient point, il prélèvera quelques impôts sur celles de ses provinces qui ont moins souffert que d'autres des maux de la guerre ou qui sont en retard de leurs contributions.

L'emploi de ces moyens de crédit, d'économie ou d'augmentation d'impôts suppose cependant le rétablissement de la confiance de l'étranger, la disposition libre des revenus de l'État, la fin d'un état des choses qui désèche toutes les sources de la richesse nationale et qui anéantit tout gouvernement, en un mot l'évacuation des provinces prussiennes par l'armée qui l'occupe . . . <sup>1)</sup>

Stein an Frau vom Stein

Berlin, 9. April 1808

St. A.

*Erwartung der Nachrichten aus Paris über die Annahme der preussischen Vorschläge in der Kontributionsfrage. Steins Lage in Berlin. Seine Gesundheit. Prinzessin Wilhelm.*

Je suis bien charmé ma chère amie, que la course à Ziegenberg ait contribué à votre satisfaction . . . , et j'aurais désiré que vous l'eussiez prolongée comme, malheureusement, le retour de Koppe retarde encore. Il avait été le porteur d'un projet de convention, on s'attendait à ce que l'Empereur l'approuverait et s'en expliquerait vis-à-vis du Prince Guillaume, jusqu'ici, nous n'avons point encore eu un résultat, il faut l'attendre, et je crois qu'il nous arrivera, reste à savoir ce qu'il contient et si la convention sera ratifiée . . .

J'ai lieu d'être content de la manière dont les autorités françaises me traitent et de l'I. G. Mr. Daru, mais ma position n'en est pas moins pénible et fâcheuse.

Ma santé est assez bonne pour me tenir cependant „in spirits“ et de l'aptitude pour le travail, il faut que je me serve de médecines fortifiantes, denn sonst fühle ich eine ungewohnte Abspannung und Hang zum Schlafen . . . Je me promène tous les jours une heure avec le Général Goltz <sup>2)</sup>).

. . . Formey <sup>3)</sup> vient quelquefois me voir, mais je préfère Hufeland.

La pauvre Princesse Loulou <sup>4)</sup> a dû prendre le lait de nourrice, on s'attendait à sa mort, la princesse, sa mère, est également très souffrante, la

<sup>1)</sup> Vgl. Hausserr a. a. O. S. 180f.

<sup>2)</sup> Vgl. oben S. 138 u. S. 209.

<sup>3)</sup> Vgl. Bd. III. S. 14, Anm. 3.

<sup>4)</sup> Tochter der Prinzessin Radziwill. Sie hatte einen Brandunfall erlitten, an dessen Folgen sie wenige Tage vor der Niederschrift dieses Briefes in Königsberg gestorben war.

Princesse Guillaume ne la quitte point. Cette dernière est une femme parfaite, d'un caractère extrêmement noble et élevé, d'une grande application aux études, et avec ces qualités, elle réunit une douceur anglaise, l'attachement le plus tendre pour son mari et pour les enfants qu'elle a perdus. Si jamais nous nous réunissons, vous la verrez certainement souvent et avec plaisir, comme elle me témoigne beaucoup de bonté. Son père, le Landgrave de Hombourg, est à Francfort, tâchez, ma chère amie, de faire sa connaissance. C'est un homme qui a des formes peu agréables, mais extrêmement estimable et qui a soigné lui même l'éducation de ses enfants.

Stein an Altenstein

Berlin, 10. April 1808

Stadt- und Landesbibliothek Dortmund

*Die Aufsätze von Reden und Itzenplitz über die Organisation der Kreisverwaltung. Kritik ihrer Vorschläge. Westfälisches Vorbild für die Neubildung der Kreisverfassung, insbesondere die Erben- und Kirchspielstage. Schlesisches Vorbild für die Reform der ländlichen Gemeindeverfassung.*

Meine Bemerkungen über den Schöler'schen Brief dd. 18. März erhalten Ew. Exc. in der Anlage, die nicht ganz mit denen des Herrn v. Schön übereinstimmen <sup>1)</sup>).

Sie erhalten die Aufsätze der H. v. Reden und des H. v. Itzenplitz über Crayss Verwaltungen <sup>2)</sup>). In Neu Ostpreussen hatten bekanntlich die landrätlichen Officia bereits eine ähnliche Verfassung, d. h. Verbindung der landrätlichen und steuerrätlichen Geschäfte und zweckmässigere Verfassung der Crayss Instanz.

Die von H. Gr. v. Reden vorgeschlagenen Behörden würden zu zahlreich seyn und bestünden aus 14 Mitgliedern, worunter freylich mehrere nur periodisch und consultirend erscheinen. Diese grosse Anzahl würde die Instanz, welche executiren soll, zur schwerfälligen . . . <sup>3)</sup> machen. Unsere landrätliche Instanz hat viel Unvollkommenes und erfordert eine Abänderung, die vorgeschlagen ist, aber nicht ganz zweckmässig.

In den neuorganisierten Westphälischen Provinzen hatte ich folgende Einrichtung vorgeschlagen und zum Theil ausgeführt.

Den Crayssen stand für Stadt und Land ein Landrath vor, der einen geschickten, gutbesoldeten Crayss Calculator und einen Copisten hatte, ihm zur Seite waren zur Consultation Crayss Deputierte, in jedem Kirchspiel waren die alten Erben oder Kirchspiels Tage beybehalten. Der Crayss war in Gerichtsbezirke eingetheilt von ppter 7000 Seelen, diesen war ein Richter und Actuarius vorgesetzt, der Justiz und Polyzey Sachen verhandelte, so vermied man die Collisionen zwischen Justiz und Polyzey und erhielt gebildete Leute zur Verwaltung der letzteren. Jeder Crayss hatte einen Steuereinnehmer, der zugleich das Tabellen Wesen, Kantons Sachen usw. besorgte. Der Richter und Crayss Steuereinnehmer

<sup>1)</sup> Alle hier erwähnten Vorgänge fehlen.    <sup>2)</sup> S. oben S. 391.

<sup>3)</sup> Unleserliches Wort.



standen unter dem Landrath. Die grossen Städte standen unmittelbar unter der Kammer.

Ein Richter arbeitet schneller und besser wie ein kleines Collegium, wie mich die Erfahrung überzeugt hat, wenn man die Rechtspflege der Land Gerichte im Cleve-Märkischen mit der Rechtspflege im Minden-Ravensbergischen vergleicht.

Auf die Crayss Verfassung folgt die Kommunal Verfassung, und diese scheint mir in Schlesien, wo die Schulzen und Gerichte sind, sehr zweckmässig.

Um das Vorgetragene mit den Ideen des Herrn v. Itzenplitz zu verbinden, so könnte man eine Crayss Verwaltung bilden, bestehend aus einem Crayss Director oder Landrath, einem tüchtigen Crayss Calculator und einem Crayss Copisten. Diesem würde man beyordnen eine verhältnismässige Anzahl Crayss Deputierte aus Stadt und Land — wovon ein engerer Ausschuss zwey oder dreywöchentlich und das ganze monatlich zusammenkäme, unter ihm stünden in Polyzey Angelegenheiten die Richter und die zweckmässig organisirten Land oder Crayss Reuter, gendarmes. Die Crayss Baubedienten, Forstbedienten, Postoffizianten stehen in Polyzey Sachen unter dem Crayss Director und können von ihm gebraucht werden zu Polyzey Geschäften ihres Ressorts. Ich wünsche, dass Sie über alles dies nachdächten und mit H. v. Schön darüber sprächen.

Die Crayss Stände würden von sämtlichen Crayss Eingesessenen aus dem Crayss ohne Rücksicht auf den Stand gewählt.

Auf diese Art hätte man Einheit, aber auch Mitwirkung und Kontrolle der Eingesessenen.

Jährlich wird ein Crayss Tag gehalten, wo aus jeder Kommune ein Deputirter erscheint, die Crayss Rechnungen abgelegt und die Angelegenheiten des Craysses zum Vortrag gebracht werden.

Diese Crayss Tage sind sehr nützlich, und sie existirten in ganz Westphalen unter dem Namen von Amtstagen oder Erbttagen, Kirchspiels Rechnungen usw., wurden aber durch den unseligen Geist der Bureaucratie in mehreren Provinzen zerstöhrt, z. B. in Minden und Ravensberg, blieben aber in der Grafschaft Mark, dem Clevischen, Meursischen, Geldrischen, und ich erhielt sie im Münster'schen.

Herr Nagler wird Ihnen sagen, dass wir noch in Erwartung einer entscheidenden Antwort aus Paris sind.

Stein an Sack  
Geh. Staatsarchiv Berlin

Berlin, 12. April 1808

*Konflikt mit Daru wegen Steins Verfügung an das Kammergericht in der Frage des Kurses und der Annahme der Tresorscheine. Stein bittet, vorläufig seine Verfügung nicht weiter zu beachten und die Sache auf sich beruhen zu lassen.*

H. Daru hat sich gestern sehr lebhaft geäussert wegen des von mir in der Angelegenheit der Tresorscheine erlassenen Schreibens an das

K[ammer-Gericht]. Er sieht es als einen Eingriff in seine Befugniss, das occupirte Land zu verwalten, an und kündigte mir eine Note an. Um diese ganze Discussion zu vermeiden, halte ich es für rathsam, E. Hochwohlgebohren zu ersuchen, auf mein Schreiben an die Friedens Commission nichts weiteres ergehen zu lassen, bis wir sehen, welchen Gang die Sache nehmen wird <sup>1)</sup>.

Stein an Bismarck

Berlin, 16. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89. A. XII. 11. Konzept (Kanzleiband auf Grund einer Anweisung Sacks) mit Korrekturen Steins

*Verhaltensmassregeln für das Verfahren gegenüber den französischen Behörden nach der Entfernung Massous. Jeder Anschein einer Einmischung Massous in die Geschäfte der Kammer soll vermieden werden, da sonst die Franzosen die ganze Verwaltung für sich beanspruchten. Überhaupt sei im Umgang mit den französischen Behörden „alle mögliche Vorsicht, aber auch, da wo es nöthig ist, alles Nachgeben, um nicht der Sache zu schaden“ angebracht. Die Massnahmen gegen Massow und die Beamten der Kammer würden wohl auf sich beruhen bleiben, besondere Schritte zu Gunsten Massous seien nicht angebracht, sondern es empfehle sich, die französischen Massnahmen gegen sein Vermögen auf indirecte Weise zu sabotieren, um „die Sache aufzuhalten, worauf doch alles ankommt.“*

Stein an Massow

Berlin, 16. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11. Konzept (Kanzleiband auf Grund einer Anweisung Sacks) mit Korrekturen Steins.

*Sucht Massows Remonstration gegen die Einrichtung des breslauer Komitès zu widerlegen und ihm klar zu machen, dass dieselbe keine Verdrängung Massous aus seinem Amt bedeuten solle. Für jetzt sei es aber notwendig, die Verwaltung durch Beamte führen zu lassen, die von den Franzosen anerkannt würden. Nach erfolgter Räumung werde Massow wieder auf seinen Posten zurückkehren können. Vorläufig müsse jeder Eindruck, als ob er die Geschäfte der Kammer leite, nach Aussen vermieden werden, da sonst die Franzosen die ganze Verwaltung an sich reißen würden. Die Massnahmen gegen Massows Vermögen würden wohl auf sich beruhen bleiben, direkte Schritte bei Daru seien nicht angebracht, vielmehr müsse man versuchen, die Sache auf indirektem Wege hinzuhalten.*

Stein an Grawert

Berlin, 16. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11. Konzept (Kanzleiband)

*Bittet um Auskunft über die Zahl der mobilen Truppen in Schlesien, die aus Geldmangel und im Hinblick auf die Frühjahrsbestellung möglichst zu reduzieren seien, um „bey der verspäteten Einsaat dazu die nötigen Hände zu Hülfe zu geben“.*

Scheffner an Stein

Königsberg, 18. April 1808

Nach Warda u. Diesch, Briefe an u. von I. G. Scheffner, IV. S. 372 f.

*Die Verhandlungen über den Wechsel der Erzieher des Kronprinzen. Der Glaube an Stein „der einzige Hoffnungsgrund aller ächten Preussen“. Notwendigkeit einer baldigen Rückkehr Steins.*

Ew. Excellenz werden gnädigst verzeihen, dass ich so dreust bin, Sie an das zu erinnern, was am Morgen vor Ihrer Abreise über Delbrück ge-

<sup>1)</sup> Vgl. zu dem ganzen Vorfall das Regest des Immediat-Berichts vom 19. April 1808, sowie Haussherr a. a. O. S. 191.

sprochen wurde. — Einige Tage nachher hab ich der Königin mit eben der Offenheit meine Meynung über die Nothwendigkeit, den Kronprinzen anders erziehen zu lassen, gesagt. Sie schien davon völlig überzeugt zu seyn, wollte an Ew. Excellenz über die Ober- und Unterhofmeisterschaft schreiben und mich wieder rufen lassen — letzteres ist zwar nicht geschehen, aber die Fr. C. H. v. B. <sup>1)</sup> hat mich versichert, S. M. hätten meine Bemerkungen richtig gefunden. — Kann indessen dieses höfische Zugeständniss etwas helfen, wenn Ew. Excellenz nicht geruhen, sich der Hofmeistersache ernstlich anzunehmen und auf eine Abänderung mit der Unterrichtung und Erziehung zu bestehen? Den König wird man schwerlich jemals seinen Umgebungen ganz entreissen können, und da es mir im 72. Jahr schrecklich ist, an einen bey solchem Stamm liegenden bleibenden Apfel zu denken, was müssen dann jüngere Menschen nicht besorgen?

Es bedarf nicht der Lehre des Malthus, um einzusehen, dass es einem Lande nicht helfen kann, wenn seine Königin jährlich auch 3mal die Stände zu Gevattern bitten wollte <sup>2)</sup>, wofern nicht für die Bildung eines gesorgt wird, der allen übrigen Kleidung und Nahrung zu schaffen versteht und sich angelegen seyn lässt.

Der Glaube an Ew. Excellenz Muth und Kraft ist der einzige Hoffungsgrund aller ächten Preussen. — Jeder sieht zu Ihnen hinauf als zum Berg, von dem ihm Hilfe kommen soll. — Verzeihen Sie es daher mir, dass ich zu Ihnen so frey spreche, wie ich denke, und Ihnen auch nicht den Wunsch verhee, dass Ew. Excellenz doch nur bald wieder zu Ihrer Staatspflanzung zurückkehren mögen, besonders da Sie einen Stöhr zurückgelassen, der neben den im Garten blos herumspazierenden Herrn den Beeten keine sonderlichen Gärtnerdienste zu thun gesonnen scheint <sup>3)</sup>.

Stein an Altenstein

Berlin, 16. u. 18. April 1808

Preuss. Staatsbibliothek Berlin

*Die Verhandlungen mit Frankreich. Organisation der obersten Staatsverwaltung. Frage der Stellung der Staatsräte im Plenum des Staatsrats. Gegen die all zu pessimistische Beurteilung der aussenpolitischen Lage. Glaubt an eine günstige Lösung der Kontributionsfrage. Hoffte auf eine Erleichterung von Russland her. Heroische Gefasstheit für den Fall einer Enttäuschung dieser Hoffnungen. Umtriebe gegen Stein in Königsberg. Beamtenrechtliche Fragen. Abhandlungen Vinckes und Kunths über die Organisation der Unterbehörden.*

E. Hochwohlgeb. Schreiben d. d. 9. m. c. erhielt ich gestern durch den Courier.

Die Gründe, warum ich es für gut halte, die Fäden der Negociation weder in Berlin noch in Paris abzubrechen, habe ich in einem Schreiben

<sup>1)</sup> Frau von Berg?

<sup>2)</sup> Die ostpreussischen Stände hatten bei der am 1. Februar 1808 geborenen Prinzessin Luise die Patenstelle übernommen.

<sup>3)</sup> Beyme?

an den Grafen Goltz angegeben<sup>1)</sup>, vielleicht hat es H. G. R. Nagler eingesehen und sagt Ihnen den Inhalt.

Nebst dem Pariser Geschäfte interessiert mich der Organisations Plan am meisten — nach reiflichem Nachdenken halte ich die Einrichtung, die man treffen will, im Pleno den Geheimen Staats Räthen ein *votum curiatum* zu geben, für fehlerhaft — da  $\frac{1}{8}$  *Votum* weder *Verantwortlichkeit* giebt, noch *Interesse* einflösst, noch *Ansehen* verbreitet. Ich glaube vielmehr, dass man jedem eine Stimme geben muss, dem Minister des Innern und der Finanzen allenfalls zwey, denn das Ansehen der Minister wird durch die Uebersicht des *Ganzen*, die Besetzung der Stellen, den Vortrag bey dem König hinreichend aufrecht gehalten<sup>2)</sup>.

Das ewige Schwanken zwischen Furcht und Hoffnung kann ich nicht billigen — ich glaube, [a] dass unsere Lage gegen Napoleon im Allgemeinen sich gebessert hat, b) dass man uns nicht vernichten will, c) dass wir das Problem der Zahlung der Contribution lösen können, d) dass die Entwicklung der Angelegenheiten in der Turkey uns im Laufe des Sommers Luft schaffen werde.

Wenn aber auch alles dieses nicht wäre, wenn wir aufgelöst, zerstäubt würden, so muss man sich doch den kleinemüthigen und unmüthigen Gefühlen nicht überlassen — wie lange dauert denn diese Spanne Leben, und wer hat denn uns und unseren Zeitgenossen ein Glück verbürgt, das der grösste Theil unserer Vorfahren entbehren musste.

Mit den Königsberger, Elbinger und Memeler Kaufleuten sind wir hier auf das Reine, ich erwarte mir auch einen Erfolg von der Holländischen Anleyhe, die jedoch nicht statthaben kann und muss, als wenn die Evacuations Convention unterzeichnet ist.

Noch bemerke ich nicht, dass die Cabale, über deren Existenz H. v. Beguelin bereits an Sack geschrieben<sup>3)</sup>, grossen Einfluss gewonnen. Da wir auf die dem Kayser gegebenen Erläuterungen<sup>4)</sup> eine Antwort erwarten und man überhaupt nicht glaubt, dass er lange abwesend seyn wird, weil er alle seine Minister zurückgelassen, so kann ich noch nicht abgehen, bis man sich überzeugt, dass alle Versuche zum Abschluss vergeblich sind.

Ich komme auf die einländischen Verhältnisse zurück. Die Amovibilität in Frankreich der öffentlichen Beamten ist zu gross, daher entsteht eine Vernachlässigung der Bildung und Vorbereitung zum öffentlichen Amt und ein knechtisches hündisches Wesen in seiner Ausübung. Man muss also unterscheiden zwischen Stellen, die nur das Mechanische des Dienstes versehen und solchen, die das Geistliche und Wichtigere verwalten, oder

1) Vom 6. März? S. oben S. 385 f.

2) Vgl. dazu Ritter a. a. O. II. S. 365, Anm. 14.

3) Vgl. Ritter a. a. O. II. S. 41.

4) Vom 7. April. S. oben S. 397 f.

nach unserer Dienstsprache zwischen Subalternen und Räten — erstere müssen ad nutum amovibel seyn, letztere nach gewissen Formen. Hierüber erbitte ich mir schriftliches Gutachten.

d. 18. April Ich erhalte so eben zwey Abhandlungen — die eine ist von Herrn v. Vincke und enthält sehr vieles Brauchbare, das dabey liegende Regulativ dat. 24. Februar 1802 wurde damals von mir für die Westphälischen Cammern entworfen. H. v. . . . .<sup>1)</sup> ist ein langweiliger Schwätzer. Der Aufsatz des H. Kunth<sup>2)</sup> enthält diese vorständige Bemerkungen, unterdess sind seine Ansichten doch etwas ängstlich und enge.

Immediat-Bericht Steins

Berlin, 19. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a XII. 5, Ausfertigung

*Konflikt mit Daru wegen der Verfügung Steins vom 5. April 1808, durch die Stein die Inflationsgeschäfte mit entwerteten Tresorscheinen hatte unterbinden wollen, indem er die Gerichte anwies, nicht mehr wie bisher den Nominalwert (nach dem Prinzip Thaler gleich Thaler), sondern wie in Ostpreussen den amtlichen Kurswert der Tresorscheine gelten zu lassen. Dem Verlangen Darus, die Verfügung zurückzuziehen und sich aller Einmischung in die Verwaltung der besetzten Gebiete zu enthalten, sei mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der schwebenden Kontributionsverhandlungen zwar entsprochen, jedoch ein Umgehungsweg gefunden worden, indem nur das Kammergericht, nicht aber das Obertribunal, an das Daru nicht gedacht hatte, von der Zurücknahme von Steins Verfügung benachrichtigt sei. Der Vorfall zeige, mit welcher Genauigkeit Daru über die Unverletzlichkeit seiner amtlichen Stellung wache, Stein rät daher, alle Dienststellen, insbesondere aber den Kanzler Schroetter anzuweisen, jeden direkten amtlichen Verkehr mit den besetzten Provinzen zu unterlassen, bzw. einzustellen.<sup>3)</sup>*

Stein an Bismarck

Berlin, 19. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11. Konzept (Kanzleiband) mit Korrekturen Steins

*Billigt die Zusammensetzung des Ausschusses für die Verwaltung des durch Massows Verbannung verwaisten Zivil-Kommissariats. Wünscht die Zuziehung des Grafen v. Carmer, sowie die Beibehaltung des ständischen Komités insbes. dessen Heranziehung bei den Unterhandlungen mit den Franzosen unter staatlicher Kontrolle. „Allenfalls kann man suchen, noch einige das öffentliche Zutrauen verdienende Mitglieder hinzuzuziehen, auch für Glogau ein aus zuverlässigen Gutsbesitzern bestehendes Komité zu bilden, da mancherley Klagen gegen die Kammer entstanden sind.“<sup>4)</sup> Befürchtungen über eine weitere Steigerung der Bedrängnisse Schlesiens durch die geplante Anlegung der französischen Truppenlager. Unter Hinweis auf das Vorgehen der kurmärkischen Stände und Kammer wird auch die Breslauer Kammer zum Widerstand gegen diese Pläne ermuntert. „Forderungen, die nicht zu erfüllen sind, müssen einer überlegten Standhaftigkeit doch endlich weichen.“ Alle Massnahmen zur Vermeidung von Not und Mangel, insbesondere eines Getreide Mangels seien nachdrücklich zu verfolgen. Die Herabsetzung der Truppenzahl sei unvermeidlich. Der neuzubildende Ausschuss zur Verwaltung des Zivil-Kommissariats müsse als eine selbstständig handelnde Behörde auftreten, jeder Anschein einer Leitung von Königsberg aus nach Möglichkeit vermieden werden.*

1) Unleserlicher Name.

2) „Einige Gedanken über die Theilnahme unbesoldeter Staatsbürger an der öffentlichen Verwaltung.“ Dat. 12. April 1808. Rep. 151 a. Tit. XXI. Nr. 1.

3) Vgl. dazu noch den Immediat-Bericht Steins vom gleichen Tage, Rep. 89a. XI. 1, ausserdem Lehmann a. a. O. II. S. 244 f., sowie Hausherr a. a. O. S. 191.

4) Eigenhändiger Zusatz Steins.

## Stein an das General-Komit  der schlesischen Stände in Breslau

Geb. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11. Konzept Staegemann

Berlin, 23. April 1808

*Beilegung der Misshelligkeiten zwischen Bismarck und dem ständischen Komit . Ersucht das letztere von seinem Beschluss, sich aufzulösen, abzugehen, da es jetzt nicht an der Zeit sei „für Männer, die ihrem Vaterlande und ihren Mitbürgern wohlwollen, wegen eines  belgew hlten Ausdrucks oder aus Missvergnügen wegen eines oder andern einzelnen Vorfalls <sup>1)</sup> sich des übernommenen oder aufgetragenen Geschäfts zu entledigen. Vielmehr ist es die Pflicht des Patrioten, auch verkannt und mit Hindernissen kämpfend, seine Kräfte dem gemeinsamen Wohl aufzuopfern“.*

## Stein an Bismarck

Geb. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89. A. XII. 11. Konzept Staegemann

Berlin, 23. April 1808

*Beilegung der Misshelligkeiten zwischen Bismarck und dem ständischen Komit . Im Hinblick auf die schwierige politische Lage in Schlesien sei die an sich wünschenswerte Umgestaltung des Komit s augenblicklich nicht ratsam. Die von Bismarck befürchteten Schwierigkeiten und Reibungen zwischen dem Komit s und der Kammer würden am besten dadurch vermieden, dass einige Mitglieder des Kammer-Ausschusses konsultativ an den Beratungen des Komit s teiln hmen und sie lenken würden, jedoch „ohne die Autorität ihres Amtes sichtbar werden zu lassen“. Empfiehlt, das Komit  durch „anerkannt redliche und einsichtsvolle Mitglieder des Adels zu verstärken“. Einschärfung grösster Vorsicht im Postverkehr, „da ihre Vernachlässigung mich in Missverhältnisse mit dem Herrn General Intendanten setzt, die auf das mir übertragene Haupt Geschäft den nachteiligsten Einfluss haben“. <sup>2)</sup>*

Stein an die Grafen Reichenbach, Maltzan und Bethusy <sup>3)</sup>

Geb. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XII. 11.

Berlin, 23. April 1808

*Ohne auf die Misshelligkeiten zwischen der breslauer Kammer und dem ständischen Komit  weiter einzugehen, verlangt Stein von beiden Teilen Zur ckstellung aller Beschwerden und einhellige Zusammenarbeit im Hinblick auf die allen gemeinsame Not des Vaterlandes.*

En admettant même l'existence de toutes les imperfections du personel et du forme de la Chambre de Breslau et l'impossibilité d'en éviter dans ce moment les suites ou d'en modifier les principes, je n'y trouverais qu'un nouveau motif pour vous, Messieurs, de redoubler de zèle et d'énergie et pour prouver votre attachement à votre souverain. Je ne puis, de ma position du moment, ne me permettre une opinion sur les causes du manque d'harmonie qui subsiste entre vous et la chambre provinciale, ni prendre une mesure éfficace pour les faire cesser, mais je dois me borner à rappeler à toutes les parties les suites funestes que le manque d'union et de confiance doit avoir pour la province et la nécessite de faire taire tout autre sentiment que celui du dévouement pour la cause publique. J' cris dans le même sens à Mr. de Bismarck <sup>4)</sup>, j'insiste qu'on oublie

<sup>1)</sup> Eigenhändiger Zusatz Steins von „wegen“ bis- „Vorfalls“. Vgl. dazu das Schreiben Steins an Bismarck vom gleichen Tage.

<sup>2)</sup> Eigenhändiger Zusatz Steins.

<sup>3)</sup> Auf deren Bericht vom 20. April 1808 (cbd), in welcher der Kammer u. a. eine Bevorzugung der Städte auf Kosten des platten Landes vorgeworfen wurde.

<sup>4)</sup> S. das letzte Schreiben.

les anciens sujets de mécontentement, . . . qu'on adopte un mode de délibération qui évite les longueurs des correspondances et le manque de secret dans les affaires. J'espère, Messieurs, que vous vous prêterez également à rétablir l'union si nécessaire et que, s'il y a des circonstances qui s'y opposent et que je suis à même de modifier, que vous voudrez me les indiquer.

Stein an Frau vom Stein  
St. A.

Berlin, 23. April 1808

*Fortdauernde Unsicherheit über den endgültigen Bescheid der Franzosen auf die preussischen Zahlungsvorschläge vom 9. März 1808. Befürchtet weitere Verzögerungen wegen der Abreise Napoleons nach Spanien. Die politische Atmosphäre Berlins. Steins Tageslauf. Vincke in Berlin. Gräfin Werthern. 2. Heirat von Marwitz.*

J'espère, ma chère amie, que vous aurez reçu ma lettre que je vous ai envoyée par une voyageuse et que vous saurez à peu près vous expliquer mes incertitudes et l'impossibilité dans laquelle je me trouve de prendre un parti pour l'avenir, comme je ne sais quand ils finiront et comment. Je ne puis quitter Berlin avant que d'avoir reçu une réponse décisive d'une nature quelconque de Paris, et le voyage de l'Espagne annonce de nouveaux retards. Il se peut que tout ceci traîne, et je vous conseillerais d'aller à Nassau pour jouir des premiers beaux jours du printemps. Le séjour de B[erlin] est odieux, on n'attend et ne voit que des personnes souffrantes et qui se plaignent, beaucoup de personnes s'éloignent . . ., les Redens partent demain pour Buchwald, et je me trouverai assez isolé. Je travaille, je suis mes affaires, je me promène tous les jours une heure avec le Général Goltz <sup>1)</sup>, je vais le soir après huit heures chez ma soeur <sup>2)</sup> où je trouve ordinairement quelque société, Me. de Brühl, Ancillon etc.

Vincke est ici et attend les événements.

La santé de ma soeur va mieux depuis que la bonne saison lui permet de sortir tous les jours en voiture . . .

Le Major Marwitz épousera, à ce qu'on dit, la Comtesse Moltke l'aînée, et veut reprendre alors la petite Fanny chez elle, ce qui désespère la pauvre Comtesse Charles <sup>3)</sup>.

Vous aurez vu par les gazettes la mort de la pauvre Princesse Loulou <sup>4)</sup> — la mère est dans une affliction extrême . . .

<sup>1)</sup> S. oben S. 398, Anm. 2.

<sup>2)</sup> Werthern, die damals in Berlin lebte.

<sup>3)</sup> Diese Heirat kam erst im April 1809 zustande. Vgl. Marwitz I. S. 400, Anm. 2. — Fanny war die Tochter von Marwitz aus seiner ersten Ehe mit der Gräfin Fanny Brühl. Vgl. dazu Bd. III. S. 195, Anm. 2, S. 360, Anm. 1 u. S. 378.

<sup>4)</sup> Vgl. oben S. 398, Anm. 4.

Niebuhr an Stein

Amsterdam, 23. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151 a. Tit. III. Sect. 1. Nr. 8. Vollst. gedr. Tendre a. a. O. S. 29 ff. Hier nur einige politisch besonders wichtige Stellen

*Ausführlicher und im ganzen noch hoffnungsvoller Bericht über die Lage des Geldmarktes und den Stand der Anleiheverhandlungen in Amsterdam. Sieht in der Anleihe die einzige und letzte Möglichkeit Preussens, aus seiner gegenwärtigen Finanznot herauszukommen. Schwierigkeit der Verhandlungen bei dem geringen Staatskredit Preussens und der teilweise recht geringen Sicherheit der angebotenen Pfänder.*

. . . Ew. Excellenz finden . . . in der Nothwendigkeit und einer allerdings bewährten Erfahrung, dass ein sich selbst zurückgegebenes Land unglaublich viel leisten kann, den Muth, dass es möglich seyn werde, auch wenn die Ressource eines ausländischen Anleihens fehlschlägt, dennoch die Bedingungen der Convention zu erfüllen. Ich muss gestehen, dass ich weit davon entfernt bin, diesen Muth zu haben und vielmehr bey der tiefen Erschöpfung aller Provinzen und ihrer Entblössung von baarem Gelde, eine Anleihe, selbst die allerdrückendste, nicht nur für das wohlthätigste und mit dem Etablissement des Landes am leichtesten zu vereinigende, sondern schlechterdings für das einzige Mittel halte, die von Frankreich vorgeschriebenen Gesetze zu erfüllen . . .

*Die Lage am holländischen Geldmarkt. Fremde (spanische, sächsische, neapolitanische) Anleihen, ihre Unterbringung und ihre Verzinsung.*

In diesem Zeitpunkt erscheinen wir als Geldsuchende, und unter welchen Umständen unsers Staats. Es ist überflüssig, sich das Gemählde davon zu wiederholen. Aber es muss sogar der Geschichte aufgehoben werden, dass während der Sieger seinen unversöhnlichen Hass in unabittlicher Grausamkeit und verächtlichen Aeusserungen zeigt und das Elend des Landes das Gespräch von Deutschland geworden ist, aber ohne wehmütiges Mitgefühl, wie der stupide Pöbel über eine Hinrichtung schwätzt, Deutsche Schriftsteller, ihres Publicums würdig, in Büchern, die man theils im Original, theils in Französischen und Holländischen Uebersetzungen auf allen Tischen findet, unserm Unglück Hohn sprechen und bey allen, die ihnen Gehör geben, Verachtung gegen uns erregen. Sowohl die „Gallerie“<sup>1)</sup>, welche doch wenigstens teuflisch ist, als sogar die „Vertrauten Briefe“<sup>2)</sup> haben, nach der Versicherung eines sehr competenten Mannes, hier einen Absatz und eine Circulation wie kein andres Deutsches Buch, der Holländer verachtet die Verfasser, er verabscheut sie vielleicht, aber er glaubt ihnen nur zu vieles.

Ich möchte anstehen, in einem Bericht, der seiner Natur nach von Ew. Excellenz nicht vernichtet werden wird, mit nackten Worten zu sagen, wie viele hier unsere Lage betrachten, aber darf ich die Wahrheit verschleyern? Man hält unsern Staat für verurtheilt und glaubt, dass unsre Vertilgung, sey es, dass wir ganz verrathen wären, oder dass man des ohnmächtigen, vorübergehenden, durch Raubtheilung zu besänfti-

<sup>1)</sup> S. Bd. III. S. 380, Anm. 9.

<sup>2)</sup> Vgl. oben S. 371, Anm. 3.



genden Verdrusses ehemaliger Freunde spotte, beschlossen sey. Dass ich diese Ansicht, welche mir jedesmal mit einer so fürchterlichen Wahrscheinlichkeit das Herz zusammen presst, mit allen Gründen und selbst Sophismen, die sich erfinden lassen, bestreite, davon bitte ich Ew. Excellenz überzeugt zu seyn: es würde mir auch wohl mit allen gelingen, nur mit Labouchère <sup>1)</sup> kann es nicht gelingen, ich fürchte, ich fürchte, er weiss zu viel. Ich müsste ein Buch schreiben, wenn ich Ew. Excellenz die vielen Anspielungen, die verwundenden hingeworfenen Worte dieses Manns darstellen wollte, welche mich nach dem, was ich von seinen Verbindungen mit dem Duc de Benevent weiss, zittern machen. Immer aber beharre ich, ohne irre zu werden dabey, dass alles nur an der Berichtigung der Contribution liege, und, diese bezahlt, unsre Autonomie als ein zwar schwacher, aber ehrsuchtsloser und nur auf innres Wohl bedachter Staat sicher sey.

Also von dem, was eigentlich Staatscredit heissen kann, ist für uns die Rede jetzt nicht, wir können nur auf Pfand Geld erwarten. Wahres, von politischen Ereignissen unabhängiges Pfand können wir nur in einem beschränkten Maas anbieten; wer über unsre Zukunft trübe sieht, muss auch unsre Domanialsicherheit bedenklich finden . . . Selbst für die an sich so annehmlchen Sicherheiten des Churfürsten besorge ich den Einwurf, dass sie in ihren Händen nicht geschützt wären, sondern ihnen entrissen werden könnten <sup>2)</sup>).

Stein an Kanzler Schroetter

Berlin, 25. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151 a Tit. VIII. Sect. 1. Gen. No. 1 a. Vol. 1. Konzept Staegemann

*Vorbereitung des Hausgesetzes über die Aufhebung der Unveräusserlichkeit der Domänen in der Hoffnung auf den baldigen Abschluss des Kontributionsabkommens und die daran anschliessende Räumung des Landes.*

Ew. Excellenz ist es aus den Verhandlungen des Ostpreussischen Generallandtags bekannt, was über die Aufhebung der Unveräusserlichkeit der Domänen angetragen und von des Königs Majestät bereits beschlossen worden. Obwohl diese Angelegenheit, solange die Evacuation der von den Französischen Truppen besetzten Provinzen nicht erfolgt ist, mit Vorsicht und Verschwiegenheit behandelt werden muss, so finde ich doch, da die Sache sich hoffentlich ihrem Ziel nähert, die Vorbereitungen dazu nöthig. Ich habe deshalb in der Anlage einen Entwurf der von des

<sup>1)</sup> Der leitende Mann des Bankhauses Hope u. Co., das allein für die Unterbringung der gesuchten preussischen Anleihe in Frage kam, der eigentliche Finanzdiktator des damaligen Holland.

<sup>2)</sup> Die Verhandlungen Niebuhrs in Amsterdam blieben ergebnislos; aus den sachlichen Differenzen in der Anleihefrage, die zwischen ihm und Stein auftraten, entstanden ausserdem gewisse persönliche Spannungen zwischen beiden Männern, die sich noch lange hingen. Vgl. Bd. III. S. 84. Dazu Hausserr a. a. O. S. 189.

Königs Majestät mit Zustimmung der Königlichen Prinzen und Zuziehung der Stände zu vollziehenden Acte anfertigen lassen, die gefälligst zu prüfen, ich Ew. Excellenz ergebenst ersuche . . .

Immediat-Bericht Steins

Berlin., 26. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 89 a. XXXIII, 1. Ausfertigung. — Konzept (Staegemann) vom 25. April (Rep. 151 a. XXI. Nr. 4) mit dem Vermerk: „Zur höchst eigenhändigen Entsiegelung“.

*Bericht über die Lage der Unterhandlungen mit den Ständen der einzelnen Provinzen und den Kaufleuten über die Ausstellung von Obligationen und Wechseln in Höhe von je 50 Mill. Frs. zur Bezahlung der Kriegskontribution. — Aufbringung der 50 Millionen Pfandbriefe durch a) die ostpreussische Landschaft (7 Mill. Th.), b) die Kur- und Neumark (8 Mill. Th.) gegen wiederkäufliche Übereignung von Domänen-Grundstücken im Wert von 12 Millionen Talern, da dort kein landschaftliches Kredit-System wie in Ostpreussen bestehe, c) die Stände von Vor- und Hinter-Pommern  $3\frac{1}{4}$  Mill. Th., ohne eine Sicherung zu fordern, d) Schlesien, das mit Rücksicht auf den dortigen geringen ohnehin schon mit 600 000 Talern belasteten Domänenbestand nur mit 1 Mill. Th. herangezogen worden sei. Insgesamt ergeben sich also ständige Obligationen im Wert von  $19\frac{1}{4}$  Mill. Th. od. 71 Millionen Frs., also 21 Millionen Francs mehr, als eigentlich erforderlich waren.*

*Die Aufbringung der kaufmännischen Wechsel. Hiervon habe die Kaufmannschaft von Stettin 2 Millionen Francs, die Kaufmannschaft zu Breslau 15 Millionen, vier berliner Bankhäuser ebenfalls 15 Millionen, die Kaufmannschaft zu Elbing 3, die Kaufmannschaft zu Königsberg 15, die Kaufmannschaft zu Memel wiederum 3 Millionen Francs übernommen. Die Bürgschaftsforderungen der breslauer, berliner, elbinger, königsberger und memeler Kaufleute, insbesondere der drei ostpreussischen Städte und der ihnen zur Beschwichtigung ihrer Besorgnisse übergebene Nachweis der vorhandenen Zahlungsmittel. Für den Fall, dass die Deckung der 50 Millionen Wechsel nicht rechtzeitig herbei geschafft werden könne, schlägt Stein vor, die gesamte fehlende Summe als ausserordentliche Kriegssteuer auf die einzelnen Provinzen verteilen zu lassen.<sup>1)</sup>*

Büsching an Stein

Berlin, 26. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XI, 1. Vol. 2. Reinschrift

*Brotmangel und Unruhen in Berlin als Folge der Aussaugung des Landes durch die Besatzungstruppen und des von den französischen Autoritäten geförderten Währungszwangs.*

Seit vier Tagen fängt es leider an, in hiesiger Residenz sehr unruhig zu werden, und ich halte mich für verpflichtet, E. H. Excellenz davon und von den Veranlassungs Gründen dazu schriftlich Bericht abzustatten, damit S. Maj. der König davon auch näher unterrichtet werden können. Der Vorwand zu diesen Unruhen wird in dem Mangel an Brod vom Publico gesetzt, und es versammeln sich daher vor vielen Bäckerläden eine Menge Menschen, wovon ein Theil unter dem Vorwand, bei anderen Bäckern kein Brod bekommen zu können, sich zudrängt, um Brod zu

<sup>1)</sup> Vgl. dazu die Kabinets-Ordres an Stein vom 30. März und 2. April 1808, Konzept ebd. Ausserdem Hausserr a. O. S. 184 ff. Ausführliche Analyse dieses Berichts auch bei Lehmann a. a. O. II. S. 243 ff. Die Verhandlungen mit den Ständen, Kaufmannschaften und Behörden der einzelnen Provinzen können hier nicht weiter berücksichtigt werden, vgl. darüber Lehmann u. Hausserr a. a. O.

erhalten, andere aber nicht bloß aus Neugierde, sondern auch augenscheinlich, um Menschen zu erregen und die Gemüther zum Missmuth und Aufwiegelung zu stimmen, sich unter die Consumenten mischen. Unter der letzteren Classe zeichnen sich besonders Strassen Jungen und Tagelöhner, die vielleicht in Noth stecken, zuweilen aber auch Leute aus höhern Ständen aus, welche öffentlich die ganze Schuld auf das Polizey Directorium, auf die übrigen öffentlichen Preussischen Autoritäten, sowie auf die Bäcker schieben und gefährliche Drohungen gegen alle diese austossen. Durch die genommenen Polizey Maasregeln und die von Seiten des Kaiserl. Französischen Gouvernements getroffenen ernstlichen Dispositionen, wovon ich den Tages Befehl hier unterthänigst in Abschrift beifüge, ist es indessen bis jetzt zu keinem beträchtlichen Excess gekommen, ausser dass bei zweien Bäckern die Fenster eingeschmissen worden sind, die gerade zu den achtlichsten Meistern gehören und alles thun, um das Publicum und besonders ihre gewöhnlichen Kunden möglichst zu befriedigen.

Auch hat man bereits verschiedene Personen arretirt, welche sich öffentlich als boshafte Aufwiegler gezeigt haben. Leider ist es gegründet, dass durch die unglücklichen Conjunctionen und Drangsale einige Bäcker schon ganz verarmt sind und ihre Profession daher nicht mehr fortsetzen können; sehr viele Bäcker aber sind im Sinken und treiben zwar noch ihr Gewerbe, aber nur schwach, indem sie nicht im Stande sind, bei den ungeheuren Getreide Preisen sich die nöthigen Vorräthe anzuschaffen, und dies ist wiederum der Grund, warum das Publicum bei diesen nicht die völlige Befriedigung findet und sich daher grösstentheils mit seinen Forderungen ganz auf die vermögenden Bäcker wirft, die auch alles thun, um durch die äusserste Anstrengung die sich attroupirenden Consumenten zu befriedigen und im ganzen soviel schaffen, um alle Einwohner befriedigen zu können, wenn selbige nur nicht aus ungegründeter Furcht sich grosse Vorräthe von Brod kaufen wollen, als welches alles täglich geschieht und die anscheinende Noth vermehrt.

Demohnerachtet lässt sich bis jetzt behaupten, dass im Ganzen es noch nicht an den nöthigen Vorräthen an Mehl und Getreide bei den Bäckern fehlt, nur ist die Abmahlung des letzten bei dem jetzigen hohen Wasserstande sehr schwierig und geht nicht nach Wunsch von statten. An Waizen fehlt es gar nicht, und steht derselbe mit dem Roggen fast in einem Preise . . .

Ganz anders dagegen verhält es sich mit dem Roggen, in der Provinz selbst ist wegen der ungeheuren Consumption der Französischen Truppen nichts mehr vorhanden, und auf den hiesigen Wochenmärkten fällt die Getreide Zufuhr seit 14 Tagen schon beinahe ganz weg, nachdem sie vorher auch schon äusserst kärglich gewesen.

Die Wasser Zufuhr ist durch den lang angehaltenen Spät Winter lange gesperrt gewesen, und noch bis jetzt ist die Wasser Zufuhr an Roggen

viel zu geringe, indessen werden in diesen Tagen wiederum beträchtliche Quantitäten Roggen aus dem Magdeburgischen erwartet, und dürfte bis gegen die Erndte wohl noch kein eigentlicher Mangel zu befürchten sein, alsdann aber könnte die Noth gross werden, wenn nicht bis dahin Rath zu schaffen gesucht wird. Aus Preussen, Pommern, dem Grossherzogthum Warschau und Schlesien, wo sonst besonders viel Roggen hierhergebracht wurde, kommt jetzt nichts, und unser ganzes Wohl und Wehe beruht daher jetzt auf der Zufuhr aus dem Magdeburgischen, wird dort aber die Exportation verboten, so sind wir unstreitig verloren, und es muss hier ein Brodmangel mit allen seinen schrecklichen Folgen nothwendig eintreten.

Das Polizey Directorium kann an und für sich selbst die Zufuhr nach der Stadt nicht befördern, da dies die Sache der Landes Polizey Behörde ist, indessen hat sie die Consumenten und Getreide Händler auf alle Weise aufgefordert, ihren Bedarf im Magdeburgischen zu committiren und schleunigst herzuschaffen, auch wird sie nicht ermangeln, die übrigen hier vorhandenen Preussischen Behörden fortwährend dahin zu vermögen, dass diese Besorgnis wegen eines künftigen Mangels nicht eintreten möge.

Zu alle dem kommt noch, dass das umliegende platte Land auch beinahe von allem Brod Getreide wegen der ungewöhnlichen Consumption der dort einquartirten Französischen Truppen entblösst, sich gleichfalls seinen Brod Bedarf aus der Stadt nimmt und dadurch den anscheinenden Mangel noch vermehrt, da man wohl rechnen kann, dass täglich für einige hundert Thaler Brod, besonders an Markt Tagen, aus der Stadt gehen, folglich der inneren Consumption entrissen werden. Wegen der ohnehin geschilderten Noth des Landmannes in der umliegenden Gegend wird aber diese Exportation schwerlich ganz zu verhindern sein, ohnerachtet das Polizey Directorium darauf Bedacht genommen.

Das ganze Unglück, was der Stadt droht, liegt aber eigentlich lediglich in dem Sinken der Münze, welche heut gegen Courant 58 Prozent verliert, folglich schon unter ihren wahren Werth gefallen ist, an welchem letzterem die zugleich mit circulirende falsche Münze wohl vorzüglich mit Schuld ist.

Wenn daher wegen der Münze nicht schleunigst ein Regulativ getroffen wird, so ist den traurigsten und fürchterlichsten Auftritten mit Gewissheit entgegen zu sehen, weil nicht nur allgemein alles Verkehr dadurch erschwert, sondern es auch bestimmt soweit kommen wird, dass der ärmere Bäcker keine Vorräthe mehr anschaffen und der ärmere Consument das Brod nicht mehr bezahlen kann<sup>1)</sup>. Hierzu kommt noch das

<sup>1)</sup> Die hier geschilderten Vorgänge, unter denen allmählig auch die französischen Truppen selbst zu leiden anfangen, veranlassen schliesslich Daru, der von Preussen längst gewünschten Reduktion der Scheidemünze in den besetzten Gebieten zuzustimmen. Vgl. Haussherr a. a. O. S. 190f.

Uebel, dass sich so erstaunlich viel falsche Münze einschleicht und dass die deshalb vorgeschlagenen Maasregeln zur Abhelfung von dem Französischen Gouvernement bis jetzt noch nicht genehmigt worden und dass selbst hierdurch das Sinken der Münze noch vermehret wird . . .

Das Courant ist eben beinahe gar nicht mehr zu haben, weil es so sehr exportirt worden, und der, welcher es braucht, muss es daher mit ungeheurer Aufopferung verwechseln, wobei die Agioteurs hinreichenden Spielraum zur Befriedigung ihres Interesses finden, wodurch das Publicum natürlich zu grossen Beschwerden veranlasst wird.

Da die Unruhen in der Stadt gestern vorzüglich gross waren, so ist das Französische Gouvernement auf dringendes Ansuchen zur möglichsten Abwendung derselben bewogen worden, gestern Abend 100 Tonnen Roggen Mehl vorschussweise auf ihre Magazine anzuweisen, wodurch der ärmere Bäcker, besonders der, welcher schon seit einigen Tagen nicht mehr backen konnte, in den Stand gesetzt wurde, wieder zu backen und das Publicum in seinem Revier zu befriedigen, auch hat das Französische Gouvernement diesen ärmeren Bäckern das nöthige Holz vorschussweise verabreichen lassen.

Hierdurch ist die Ruhe am heutigen Tage ziemlich wieder hergestellt worden, und man fühlt nur einige und geringe Attroupements vor den Bäcker Läden.

Sobald nun wegen der Münze auf irgend eine Weise eine Regulation getroffen sein wird, wird gewiss Ruhe und Ordnung völlig wieder hergestellt werden, denn hierin liegt vorzüglich alles das Unglück, was uns bedrohet.

Immediat-Bericht Steins

Berlin, 26. April 1808

Gch. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 A. XI, 1. Ausfertigung

*Die Verhandlungen mit Daru über die Reduktion der Scheidemünze. Meldet, dass Daru unter dem Eindruck der in Berlin entstandenen Volksbewegungen seine bisherige unzugängliche Haltung aufgegeben und sich bereit erklärt habe, die Scheidemünze nach dem Silberwert in den französischen Kassen anzunehmen. Als Entschädigung für den dadurch den französischen Kassen entstehenden Verlust an der bereits in ihrem Besitz befindlichen Scheidemünze habe Daru die Zahlung von einer Million Franken gefordert, die ihm bewilligt worden seien. Erbittet des Königs Genehmigung zu diesen Massnahmen.*

Schlabrendorff an Stein

Paris, 28. April 1808

St. A.

*Dank für Steins Verwendung um die Aufhebung des Sequesters seiner Güter. Deutet aus seiner philosophisch-philanthropischen Weltanschauung heraus die innere Problematik und Schwäche des napoleonischen Frankreich an.*

*Vermerk Steins: „Die Güter des Gr. Schlabrendorff waren sequestrirt wegen seiner 20jährigen Entfernung, und auf meine dem König gemachte Vorstellung ward der Sequester aufgehoben 1).“*

1) Vgl. oben S. 324, sowie Bd. V. S. 239, Anm. 2.

Mit welchem Eifer Euer Excellenz sich zu meinem Besten verwendet haben und mit welchen ehrenvollen Ausdrücken, das konnte mir nicht verschwiegen bleiben. Ihnen sagen, dass ich es wisse, ist vielleicht unter allen Danksagungen die anständigste. Denn was bei solchen Anlässen gegenseitig gefühlt und geglaubt wird, verträgt selten den Prunk einer zierlichen Darstellung.

Hätte das Ihrer Handlungsweise so willig gezollte Dankgefühl noch einer besondern Auffrischung bedurft, so ward auch dafür gesorgt; durch den Abfasser nämlich der Ordre an das Cabinets Ministerium, dessen Wendungen mein Betragen in ein künstliches Zwielficht setzen. Vermuthlich der nämliche Mann, der, als ich vorstellte, wie meine Verstossung vom nächstobersten Plaze im Magdeburger Domstifte meine öffentliche Ehre angreife, auch meine durch lebenslanges Warten ansehnlichen Einkünfte keinesweges dem vom Könige neu Beschenkten, sondern lediglich meinen Hintermännern zufielen, darauf nach zweimonatlichen Schweigen erwiderte: meine (baarerkaufte) Präbende könne mir nicht gelassen werden, weil sie eigentlich nur der Lohn wirklicher Verdienste seyn sollte. Treuherziger freilich war der Consistorialpräsident Schewe in seiner Versicherung, das Cabinet habe gar nicht anders handeln können, weil das Capitul (die anwesenden Raublustigen) auf Vergebung gedrungen hätte; ein actenmässiges Geständnis, dem das Siegel öffentlich aufgedruckt ward durch den eben so schleunigen als schamlosen Ankauf der verschenkten untersten Stelle für des Domdechants eigenen Sohn . . . Auf dergleichen schiefen Wegen erhielt jene ursprünglich in Schlesien aus Privatabsichten angezettelte, an sich eben nicht gefährliche Verfolgung plötzlich einen für mein Ehrgefühl höchst kränkenden Ausschlag.

Verdiente es nicht wenigstens den Namen einer niedrigen Kurzsichtigkeit, mich zur nahliegenden Rache zu reizen, zur Anrufung einer fremden Macht, vor der man zitterte, und die so willig sich eingemischt hätte? Denn, was meine Zunge damals und späterhin lähmte, was mich taub machte, so oft ein dienstfertiger Mittelsmann anklopfte, jenes höhere Gefühl in mir, ist doch wohl schwerlich geahnet, schwerlich darauf gefusst worden.

Doch, jene Ränke hier zu entwickeln, lag ausser meiner Absicht. Auch dem Könige hab ich, ohne das Vergangene oder mein persönliches Betragen zu erwähnen, ehrerbietig gedankt, wie ich es ihm schuldig war, nur auf eine Weise, wie ich es mir selbst schuldig zu seyn glaubte.

O wie gerne vergäss ich alle persönliche Widerwärtigkeiten, besonders da ich nicht abzuleugnen begehre, dass sie zum Theil aus zu weit getriebener Arg- und Sorglosigkeit flossen, fände nur mein Auge einigen Trost auf irgend einen Standpunkte öffentlichen Wohls. Allein es hat ein übles Geschick nun schon seit Jahren mich zum traurigen Geschäft der Cassandra bestimmt, mir bei schuldlosem Herzen die Ruhe geraubt,

bei mässiger Lebensweise die Gesundheit zerrüttet. Nicht dass ich einen Augenblick an der Menschheit verzweifelte. Diese höchste aller irdischen Vorstellungen und Hoffnungen kann nur durch wahnsinnige Grämelei oder viehische Betäubung untergehen. Nur haftet die Menschheit nicht ausschliesslich an vorüberfliegenden Zeitumständen, an einzelnen Leiden mancher Völkerschaft. Ist und bleibt die Entwicklung des Menschengeschlechts unsre höchste, unsre unausgesetzte Sorge, so giebt es für jeden Augenblick dennoch weit näher liegende.

Wahr ist es, die Leidenden fangen an, die Ursachen in sich selbst aufzusuchen, und wie spät auch diese Selbstprüfung Statt finde, so ist sie ein erspriessliches Geschäft. Vielleicht aber blieb man in hinlänglicher Erkenntnis des grossen Antreibers und Umstürzers noch meistens weiter zurück. Leider muss ich im voraus zugeben, dass zur Beendigung der wesentlichsten bereits auf dem Teppich liegenden Geschäfte eine solche Erkenntnis keine neuen Mittel liefert. Dennoch ist sie zum steten Ueberblick des Ganzen unentbehrlich, und dieser Ueberblick kann doch morgen oder übermorgen von grosser Wichtigkeit seyn.

Wenn fast jeder ungewöhnliche Mensch seinen Zeitgenossen ein schwer zu entzifferndes Räthsel bleibt, so giebt es noch weit seltenere Ausartungen, fast möchte ich sagen, Entmenschungen <sup>1)</sup>, die sich eigentlich nur als blosse Thatfachen begreifen lassen. Nicht, weil solch eine Ausartung etwa nur bei wenigen Menschenkindern möglich wäre, sondern weil das Wunder im fortdauernden Zusammenflusse von begünstigenden Umständen besteht. Was ausser den Gränzen unsrer Natur zu liegen scheint, dünkt uns überirdisch erhaben oder toll. Bei alltäglichen Vorfällen stimmt die Menge sogleich für das letztere, bei alleinstehenden Ereignissen stets für das erstere. Allein warum? Liegt nicht vielmehr in jeder vorsätzlichen Unbegrenztheit eines Menschen die unverkennbarste aller Tollheiten? Man wende den Satz auf den Spieler an, auf den Kaufmann, kurz auf welche Lage man wolle, bleibt nicht die Behauptung gleich wahr? Oder setzt nicht jede Art menschlicher Weisheit irgend eine Gränzbestimmung voraus? Von Sittenlehre ist vollends gar nicht die Rede, denn gerade diese ist es, die alle grossen Geschäfte bei jedem einzelnen Schritte einengt und verwickelt. Es muss sie hassen oder läugnen, wer unbegrenzt seyn will. Hat er sie ganz aus sich weggeschafft, so giebt er seinen übrigen Kräften Adlersflügel, bis — beim geringfügigsten Anlasse er sich den Kopf einrennt.

Unter den mannigfaltigen Wegen, auf welchen ich mir vorzustellen suche, was zufolge anhaltender Beobachtung unläugbar vorhanden ist, obgleich es an und für sich selbst kaum erweisbar seyn möchte, gehört auch folgender. Menschliches Erkennen, in sofern es gerechtfertigt werden

<sup>1)</sup> Vgl. dazu Stein in den „Staatswissenschaftlichen Betrachtungen“ über Napoleon: „Die gänzliche Abwesenheit leitender moralischer Grundsätze und Gefühle ist eine Folge einer seltenen ursprünglichen Entmenschung.“ (Bd. III, S. 498.)

soll, fließt aus Urtheilen. Aber ist jedes menschliche Urtheil eine echte Quelle? Das pflegen wir so wenig zu behaupten, dass je nach der erscheinenden Wichtigkeit des Falles wir uns mancher Läuterungsmittel bedienen. Der erste Rechtszug gehet an den Urtheilenden selbst; nämlich unter veränderten Umständen. Demnächst aber an unbefangene Sachkenner, an sämtliche Mitbürger, an die ganze Zeitgenossenschaft. Zuletzt an die Nachwelt oder Menschheit. Weiter reichen wir nicht und nur wenige so weit. Aber wie, wenn es einen Menschen gäbe, der die allererste Läuterung, sogar die in seinem eigenen Selbst, schlechterdings verwürfe? fast nie als nach augenblicklichen Eingebungen entschiede? Frägt man, wie k a n n es solch einen Menschen geben? so lässt sich eben nicht so leicht und kurz antworten, am kürzesten vielleicht durch eine andere Behauptung. Reines Gefühl, diese unversiegbare Quelle des Forschens und eben deshalb des Zweifelns, k a n n im Menschen untergehen, gewiss bis zu dem Grad untergehen, dass es gar nicht mehr in Anschlag gebracht werden dürfe.

Doch wohin könnten mich nicht am Ende dergleichen Allgemeinheiten führen? und in einem Briefe an einen Staatsmann, dem es wahrlich an dringenden Geschäften des Augenblicks nicht fehlen kann? Werd ich nicht wie ein ganz unheilbarer Grübler erscheinen? Besser würd ich vielleicht im mündlichen Gespräch mich aus der Sache ziehen, denn da würd ich Ihre Fragen meinen Leitstern seyn lassen. Bis ich eines solchen Gesprächs mich erfreue, und an meiner Sehnsucht nach demselben fehlt es nicht, zählen Sie mich wenigstens unter diejenigen, die mit dankbarer Gesinnung und ungeheuchelter Ehrerbietung sich nennen, Euer Exellenz ganz gehorsamster Diener . . .

#### Immediat-Bericht der Minister Stein und Schroetter

Königsberg, 28. April/7. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a VIII. Vol. 2. Konzept (Vincke) u. Ausfertigung

*Im Hinblick auf die notwendige Veräußerung von Domänen im Wert von 50 Mill. Francs soll bei Neuverpachtungen alles so geregelt werden, dass von vornherein auf einen möglichen Verkauf Rücksicht genommen und zugleich die volle Ausnutzung der Domäne gesichert wird. Scharfe Kritik der bisherigen „äußerst fehlerhaften, trügerischen, bloos die ungebührliche Bereicherung der Pächter versichernden Veranschlagungsmethoden“ in den Provinzen mit Ausnahme Ostpreussens. Zuziehung eines „recht-schaffen, uninteressierten, verständigen, praktischen Landwirts“ von Seiten der Kammern bei der Neuregelung der Pachtverhältnisse der einzelnen Domänen gefordert. Die Pächter seien zu verpflichten, sich jede Änderung der bestehenden Verhältnisse in bezug auf die Geld- u. Naturalgefälle, die Fabrikations-Anstalten, die Vorwerke, die Dienste gegen entsprechende Ermässigung der Pachtsumme gefallen zu lassen.<sup>1)</sup>*

<sup>1)</sup> Grundsätzlich zustimmende Kabinetts-Ordre an Stein u. Schroetter vom 12. Mai. Konzept (Klewitz) ebd.



Immediat-Bericht Steins

Berlin, 29. April 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a XXV. 4. Konzept Staegemann. Mit Korrekturen Steins

*Betr. die gegen Frey erhobenen disziplinarischen Vorwürfe wegen seiner Äusserungen gegen den Oberstlt. von Schlieffen. Da Freys Kritik an den bestehenden Zuständen vertraulich und in der Sache berechtigt gewesen sei und er sich nur in der Form erheblich vergriffen habe, so beantragt Stein, es bei einem Verweis gegen Frey bewenden zu lassen.*

Ew. Königlichen Majestät haben mir mittelst allerhöchster Cabinets Ordre vom 19ten d. M. <sup>1)</sup> zu befehlen geruhet, über die gegen den Geheimen Krieges Rath Frey wegen seiner Aeusserungen in der ehrerbietigst wieder beygefügtten Correspondenz mit dem Oberst Lieutenant von Schlieffen meine Meinung zu sagen.

Den p. Frey trifft ein doppelter Vorwurf, der eine, dass er bestehende Staats Einrichtungen getadelt, der andere, dass er diesem Tadel eine gehässige mit persönlichen Invectiven untermischte Form gegeben hat. Hätte er sich auf das Erste beschränkt und die Zunft Verfassung, das Tax Wesen, das Scheidemünz System als fehlerhaft und mit einer wohlgeordneten Staatswirthschaft nicht bestehend (als wohin sein Tadel mit Recht gerichtet ist) nur geschildert, so würde es wohl entschuldigt zu werden verdienen, indem er seine Bemerkungen nicht öffentlich und nicht dergestalt ausgesprochen hat, dass sich davon zum Nachtheil der guten Ordnung und des Ansehens der Verwaltungs Behörden ein Missbrauch besorgen liess, sondern gegen einen andern zur Verschwiegenheit in Amts Sachen verpflichteten Staats Beamten, der mit ihm im Dienst Verhältniss steht, dessen Begriffe über die Geschäfte ihres gemeinsamen Ressorts er zur Verhütung zweckloser und schädlicher Maasregeln zu berichtigen suchte. Dass er aber zu seiner Darstellung der Mängel jener staatswirthschaftlichen Veranstaltungen eine Sprache wählte, die sich für die Würde seines Amts nicht geziemt, und dass er sich theils zu unehrbietigen und animosen Kritiken einer vom Staat sanctionirten, wenn gleich fehlerhaften <sup>2)</sup> Verfassung, theils zu persönlichen Verunglimpfungen eines von seinen Souverains mit vieljährigem Vertrauen beherrten Staatsmanns <sup>3)</sup> hinreissen liess, verdient allerdings um so mehr eine ernsthafte Rüge, als ihn seine Amtsbeziehungen zur Aufmerksamkeit auf die Gesetze des bürgerlichen Gehorsams und der öffentlichen Ordnung vorzüglich verpflichteten.

Weil er jedoch nur ohne böse und gefährliche Absicht in der Form gefehlt hat, auch die nachtheiligen Folgen eines schon seit zwanzig Jahren vergeblich als fehlerhaft dargestellten Münzwesens auf eine der öffentlichen Ruhe gefährlich werdende Art sich äusserten und seine Empfindlichkeit reizten <sup>4)</sup>, so unterwerfe ich ehrfurchtsvoll Ew. Königlichen Majestät allerhöchsten Entschliessung, es für dieses Mal bei einem ernsthaften Verweise gnädigst bewenden zu lassen.

<sup>1)</sup> Ebd.

<sup>3)</sup> Nicht ermittelt.

<sup>2)</sup> „wenn gleich fehlerhaften“ Einschaltung Steins.

<sup>4)</sup> Zwischensatz von Stein eingeschaltet.

Es scheint, dass der Geheime Krieges Rath Frey durch die Theilnahme an dem städtischen Contributions Geschäft und andern mehr oder weniger damit zusammenhängenden Arbeiten überladen und seiner nächsten Bestimmung als Chef der Polizey dadurch entzogen werde . . .

Stein an Altenstein

Preuss. Staatsbibliothek Berlin

Berlin, 29. April 1808

*Übersendet ihm die Denkschrift von Itzenplitz über die Organisation der Kreisbehörden. Gründe für die Verlängerung seines Aufenthalts in Berlin. Ergebnisse desselben. Optimistische Betrachtung der aussenpolitischen Lage im Gegensatz zu den Schwarzsehern in Königsberg. Verachtung der dort gegen ihn gesponnenen Intrigen. Die Saumseligkeit der Liquidationskommission. Hoffnung auf eine Anleihe in Hamburg.*

E. Hochwohlgeboren übersende ich ein erläuterndes Pro Memoria des H. v. I[tzenplitz] über die Organisation der Crayssbehörden <sup>1)</sup> — es versinnlicht durch Zahlen die Sache.

Ich benutze meinen hiesigen Aufenthalt, um mir den Organisations Plan immer deutlicher in Anwendung auf Ort und Menschen zu denken und auch, um die Ueberschläge der Verwaltungs Kosten zu machen.

Mein Aufenthalt hat den Nutzen gehabt einer Verabredung mit Daru, einer wechselseitigen Bekanntschaft, einer leichteren Verständigung, des Abkommens mit den Promessen von Elbing, Königsberg, Memel, Stettin, Berlin <sup>2)</sup> und der Einleitung mit Breslau, der Ausmittlung der Fonds, um die leidenden Institute und Individuen einigermaassen zu unterstützen, um die Verhandlungen mit H. Niebuhr zu beschleunigen und sie durch meine hiesige Verbindung mit H. v. Goldberg <sup>3)</sup>, dem Holländischen Gesandten, zu unterstützen. Sie haben auch die Hoffnungen des Publikums erhalten.

Gegenwärtig kann ich aber aus Gründen, welche ich in meinem Schreiben an Grf. Goltz <sup>4)</sup> ausführlich dargelegt habe, vor Mitte May nicht abgehen. Ich kann unmöglich an den Beklemmungen und Verzweiflungen der Königsberger Geschäfts Männer Theil nehmen, und mir scheint es wahrscheinlich, dass die öffentlichen Angelegenheiten sich im Laufe des Sommers auf eine erträgliche Art für uns entwickeln werden.

Graf Goltz habe ich heute ersucht, über die Angelegenheit der Liquidation und Geld Einziehung <sup>5)</sup> mit E. Hochw. Rücksprache zu nehmen — die Liquidations Commission in Memel schläft, wie mir H. v. Bose schreibt, und man wird sowohl unmittelbar in Memel als mittelbar durch Petersburg sie antreiben lassen, welches ich heute dem Grafen Goltz schreibe und wovon ich H. Nagler zu benachrichtigen bitte.

<sup>1)</sup> Vgl. unten S. 449.

<sup>2)</sup> Vgl. oben S. 409.

<sup>3)</sup> Vgl. Bd. III. S. 353.

<sup>4)</sup> Vom gleichen Tag, das aber nicht mehr vorliegt. S. unten S. 422.

<sup>5)</sup> Nämlich der aus dem Krieg von 1806/7 herrührenden Forderungen Preussens gegen Russland. Vgl. oben S. 387, Anm. 3.

Ich habe nichts dagegen, dass Sie H. v. Schoeler <sup>1)</sup> meine Meynung mittheilen.

In allen meinen Dienst und Lebens Verhältnissen bin ich ruhig meinen Weg fortgeschritten, ohne viel Notiz von der Meynung anderer Leute über mein Thun und Lassen zu nehmen, indem ich entweder gar nicht handelte oder absichtsloos — und auch bisweilen inconsequent. Das Cabaliren in Königsberg kann auch nicht recht viel würken, ob geräumt wird, ob wir in ein günstiges Verhältniss mit Frankreich treten, hängt vom Kayser Napoleon ab, dass er und alle Französische Autoritäten, Gesandten u. s. w. besser als sonst gestimmt sind, ist ausgemacht — und hiermit steigt die Wahrscheinlichkeit eines besseren Erfolges. Wegen der Scheide Münze ist mit dem vorigen Courier mein Bericht abgegangen <sup>2)</sup>, und wird er bereits in Königsberg angelangt seyn. Man wird auch in Hamburg Geld finden, um monatlich das Deficit, so nach dem ersten July entsteht, zu decken — ich wünschte dessen Grösse zu erfahren. Ich werde dem König schreiben <sup>3)</sup>, habe aber bereits alles in meinem Schreiben an den Graf Goltz gesagt, der es ihm vorlegen wird. *Nachschrift.* Ich werde mit nächster Post Ihnen wegen H. Kranz antworten.

Stein an Frau vom Stein  
St. A.

Berlin, 30. April 1808

*Fortdauernde Unsicherheit der politischen Lage beim Ausbleiben der entscheidenden Antwort aus Paris. Frage der vorübergehenden Rückkehr Steins nach Königsberg. Die Uebersiedlung seiner Familie dorthin nur für den Fall einer noch lange dauernden Verzögerung der Rückkehr des Hofes nach Berlin vorgesehen. Familiennachrichten. Die Finanznot des Staates. Reduzierung der Gehälter. Not der Pensionäre und Rentner.*

Je viens de recevoir votre lettre . . . du 26 . . .

Notre incertitude continue, moi-même, je ne sais quel parti prendre, de la manière dont j'entrevois et je juge ma situation, je crois qu'il est de conseil de rester jusqu'à la mi de mai — comme on me presse de retourner à Königsberg — et, si une décision arrive de Paris, de retourner ici pour finaliser le tout. Pour être prêt à profiter des événements qui peuvent être favorables, mais qui peuvent aussi différer toute décision finale, je vous conseille, ma chère amie, de passer les mois de mai et de juin à la campagne . . . — Nous verrons, en attendant, plus clair, et nous pourrons alors nous déterminer si vous ferez le voyage de Königsberg ou si nous pourrons nous rejoindre ici. Cette première idée est bien désagréable, fatigante, coûteuse, et il ne faut point l'exécuter à moins de n'être bien sûr que c'est le seul et unique parti qui reste à prendre de se rendre dans ce diable de climat et de faire cet énorme trajet . . .

<sup>1)</sup> Preuss. ao. Gesandter in Petersburg. Vgl. Bd. IV. S. 429, Anm. 1.

<sup>2)</sup> Am 26. April 1808. S. oben S. 412.

<sup>3)</sup> Geschah erst am 8. Mai aus Anlass der Entfernung Sacks. S. unten S. 421 f.

La santé de ma soeur <sup>1)</sup> est bien faible et abhängig von der Witterung. Ich besuche sie täglich des Abends nach 8 Uhr und finde dort die Gräfin K. Brühl und Marie <sup>2)</sup>, beydes zwey sehr schätzbare, vortreffliche Weiber.

Ich kann zu der Erfüllung der Wünsche der Frau von Schönfeld nichts beytragen. Der König kann keine Pensionen zahlen, weil die Franzosen alles bis auf Ostpreussen und Lithauen besetzt halten und die Kassen an sich reissen, von diesem kleinen [*Gebiet*] muss er und seine kleine Armee leben. — Seit dem 1. April sind alle Gehälter reduziert, das meinige auf die Hälfte. Tausende von Pensionairs, von Leuten, die an die Banque und Seehandlung zu fodern haben, hungern und darben.

Königin Luise an Stein

Königsberg, 1. Mai 1808

St. A.

*Notwendigkeit einer Badekur für den König. Die Königin fragt an, ob sich zu diesem Zweck eine partielle Räumung Schlesiens ermöglichen lasse. Steins baldige Rückkehr nach Königsberg erwünscht, insbes. auch im Hinblick auf die gegen ihn gerichteten Umtriebe.*

La bonne et sûre occasion qui se présente par le départ du Prince Auguste <sup>3)</sup> me fournit le moyen de vous parler d'une chose qui me tient fort à coeur. La santé du Roi est fort alterée, malheureusement, et les médecins désirent qu'il se serve d'un bain. Pymont est celui que Hufeland surtout désirerait pour le Roi, mais il est impossible de l'y déterminer; si même cela se pourrait, il aurait toujours de l'éloignement pour Pymont, vu la proximité de nos anciennes provinces qui étaient en même temps les plus chères au Roi. Il ne faut donc pas du tout en parler, surtout comme sûrement Napoléon s'y opposerait. Mais après Pymont, Hufeland désire le plus Coudowa en Silésie. C'est pour savoir ce que vous en pensez que je m'adresse confidentiellement à vous. Je vous prie de vous informer sous mains si peut-être on pourrait faire évacuer la Silésie ou du moins une partie pour que le Roi puisse y aller soigner sa santé. — Le Roi ne sait pas que je vous écris à ce sujet, parceque, éffrayé peut-être des difficultés à vaincre, il ne m'aurait pas permis du tout d'en parler. Mais il a besoin de faire quelque chose pour sa santé, je vous l'assure, c'est pourquoi vous me feriez un grand grand plaisir si vous vouliez prendre des informations à cet égard sous mains et non officiellement, comme je n'en ai pas reçu la commision de vous en parler et puis aussi pour ne pas s'exposer à un refus.

*Nachschrift.* Si vous pouviez revenir bientôt, cela serait heureux. On

<sup>1)</sup> Werthern.

<sup>2)</sup> Marie Brühl, spätere Frau von Clausewitz. Vgl. Bd. III, S. 195, Anm. 2 u. S. 334.

<sup>3)</sup> Vgl. Bd. IV. S. 234, Anm. 1.

dit qu'il y a une vilaine cabale qui mine et mine. Et puis, une action violente nommée Chaisenbau aurait fort besoin que vous la mettiez à sa place.

Lehmann <sup>1)</sup>, von Both <sup>2)</sup>, Velhagen <sup>3)</sup>, v. Tepper <sup>4)</sup> und Mosqua <sup>5)</sup> als Vertreter des Tugendbunds an Stein Königsberg, 2. Mai 1808

Nach A. Lehmann, Der Tugendbund, S. 75 f.

*Unterrichten Stein von der Gründung des Tugendbunds und erbitten seine Unterstützung.*

Das Übel, an welchem unser Vaterland kranket, liegt tiefer, als wohin der erste Blick reicht; man klagt schon laut und immer lauter über die sittliche Verderbtheit unserer Nation. Selten strebt ein muthiger Gemeingeist auf, und der rechte Sinn mit seiner reinen Sitte will sich fast ganz wegthun, dagegen sich die Erschlaffung zu unserem Luftkreise machen will, die Lässigkeit zum Odem und die Charakterlosigkeit zum Tagesstern. Es scheint, die Arbeit müsse ihre Hand zum Inwendigen der Menschheit ausstrecken und sich in den Grund werfen; es müssen sich im Volke selbst Kräfte zusammenthun, damit durch das ungewöhnliche Mittel eines Vereins eine mächtige Idee den guten Enthusiasmus zum Auferstehen bringe.

Unterzeichnete erlauben sich, den Vorsatz, einen solchen Verein einzuleiten, in die Hände Ew. Excellenz zu legen, und haben die Ehre gehabt, das Grundgesetz desselben dem Herrn Geheimen Finanzrath v. Beguelin zu überreichen. Dieser Plan ist vernichtet oder in Gang gesetzt, je nachdem Ew. Excellenz ihn verwerfen oder belieben werden. Wenn wir aber Ew. Excellenz unterthänigst um Unterstützung unseres Beginns bitten, so nehmen wir den Muth dazu aus dem kräftigen Treiben von Ew. Excellenz am Ruder der Staatsgeschäfte, und, wenn unsere Bitte uns gelingt, so werden wir nicht verfehlen, die Mittel unserer Wirksamkeit Ew. Excellenz zu übergeben.

Stein an Gerlach

Berlin, 5. Mai 1808

Nach Bassewitz, Die Kurmark Brandenburg III. S. 89

*Verzicht auf den ursprünglich geplanten Widerstand und die Sabotage der französischen Forderung betr. die Anlage von verschanzten Lagern. Die Stände seien anzuweisen, den französischen Wünschen zu willfahren.*

Aus allgemeinen politischen und in den Verhältnissen des Staates beruhenden Gründen halte ich es für rathsam, dass die Angelegenheit

<sup>1)</sup> Hans Friedrich Gottfried Lehmann, Gymnasialdirektor und Professor der Philosophie in Königsberg, gest. 1821. Vgl. über ihn die von seinem Sohn A. Lehmann aus den Papieren des Vaters herausgegebene Schrift: „Der Tugendbund“, S. XIV. Dort auch die Vorgeschichte des hier wiedergegebenen Schreibens.

<sup>2)</sup> Gustav Friedrich von Both, preuss. Major. Vgl. A. Lehmann a. a. O. S. 51, Anm. 5.

<sup>3)</sup> Karl Friedrich Velhagen, Kriegs- u. Steuerrat.

<sup>4)</sup> Karl August von Tepper, Kriegs- u. Steuerrat.

<sup>5)</sup> Friedrich Wilhelm Mosqua, Oberfiskal und Assessor des Stadtgerichts in Königsberg.

der Truppenzusammenziehung in ein Lager ernstlich erwogen und zur Ausführung gebracht werde, damit durch die der Sache entgegengesetzten Bedenklichkeiten nicht noch nachtheiligere Folgen für das Ganze entstehen mögen. Ich ersuche Ew. Hochwohlgeboren, aus diesem Gesichtspunkte sowohl den versammelten einzelnen Herren Gutsbesitzern als den Herren Mitgliedern der ständischen und städtischen Comités diese ganze Angelegenheit darzustellen, einen angemessenen Beschluss zu bewirken und mich vom Erfolge heute zu benachrichtigen<sup>1)</sup>.

Stein an Frau vom Stein  
St. A.

Berlin, 8. Mai 1808

*Rät zu vorläufigem Aufenthalt in Nassau bis mit der erhofften Klärung der allgemeinen politischen Situation auch die Frage des ferneren endgültigen Aufenthalts der Familie entschieden werden könne.*

... Autant que je puis juger et conjecturer sur la situation présente des affaires, il me paraît qu'il est le plus convenable de s'arranger pour un séjour à Nassau d'une couple de mois, comme les événements doivent se débrouiller en ce temps et, en cas qu'on n'y voie pas plus clair, d'entreprendre le voyage de Königsberg — ce qui est une forte et pénible entreprise. Je vous prie, ma chère amie, de dire à Wieler qu'il doit tâcher de vendre les vins qui doivent hausser de prix, comme on ne peut point avoir du vin de France dans le nord de l'Allemagne . . .

Immediat-Bericht Steins

Berlin, 8. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92, Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

*Entfernung Sacks von seinem Posten als Präsident der Friedensvollziehungs-Kommission auf Verlangen Darus. Beantragt, Voss zu Sacks Nachfolger zu ernennen. Hoffi, der zum 1. Juli drohenden Erschöpfung der Kassen durch eine Anleihe beim Kurfürsten von Hessen vorbeugen zu können.*

V. M. daignera me permettre de lui adresser directement cette lettre parcequ' elle contient des détails qui sont en partie de nature à n'être pas communiqués à personne qu' au souverain.

Les événements les plus récents qui ont eu lieu à l'égard du camp <sup>2)</sup>, d'une lettre de Mr. Sack que la perfidie d'un inconnu a mis sous les yeux de Mr. Daru, les suites qui en sont résultées, tout cela se trouve mis sous les yeux de V. M. dans un rapport de la Commission Immédiate<sup>3)</sup>. Il m'a paru que dans ces circonstances, il fallait marquer de l'empressement à entrer dans les vues de l'Empereur, afin que Mr. Daru, dont l'amour propre a été singulièrement blessé par l'apparence de résistance qu'il a trouvé, ne s'abandonne à ses sentiments haineux

<sup>1)</sup> Vgl. Haussherr a. a. O. S. 192 f.

<sup>2)</sup> Sack hatte die kurmärkischen Stände zum heimlichen Widerstand gegen die französische Forderung der Bezahlung der Kosten für die Anlegung eines Truppenlagers bei Berlin ermuntert. Vgl. Haussherr a. a. O. S. 192 f.

<sup>3)</sup> Vom 8. Mai. Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. XI. 89. Fasc. 429.

et aigrisse son souverain au moment où celui-ci se trouve peut-être sur le point de se décider sur le projet de convention, ayant obtenu les éclaircissements qu'il a demandés et devant répondre d'une manière quelleconque aux instances qui lui ont été faites par S. A. R. le Prince Guillaume et en même temps par le Comte de Tolstoi. J'oserai soumettre à V. M. les détails sur les moyens pécuniaires que nous avons pour faire face à ce surcroît de dépense.

Le Ministre d'État Comte de Goltz aura mis sous les yeux de V. M. les raisons contenues dans ma lettre du 29 d'avril <sup>1)</sup> qui m'ont engagé à prolonger mon séjour à Berlin. Je crois que la continuation m'a mis à même de prévenir les suites fâcheuses de l'incident inattendu qui a eu lieu. Comme cependant par le départ du Sr. Sack et le refus de Mr. Daru de traiter avec lui, tout rapport diplomatique avec lui cesserait par mon éloignement, j'ai cru devoir proposer à V. M. un mode de le remplacer — tant pour qu'il y ait un chef de la Commission Immédiate, considérée comme centre de réunion de l'administration des provinces occupées, que sous le point de vue de traiter avec Mr. Daru sur les nombreux détails qui concernent l'exécution du traité de Tilsit. L'ancien Ministre d'État de Voss, se trouvant ici du nombre des propriétaires convoqués par Mr. Daru, a mis dans cette affaire beaucoup de zèle et a influé favorablement sur ses collègues et sur le Comité des États qu'on a renforcé de quelques membres actifs <sup>2)</sup>, j'ai cru oser hasarder de lui demander s'il consentait à ce que je le propose à V. M. pour chef de la Commission Immédiate. Il réunit à beaucoup de routine dans les affaires un jugement sain, une connaissance du pays, celle de la langue française dont il doit faire usage, un caractère plus marquant, des décorations, deux qualités dont la privation a singulièrement nui à l'estimable Mr. Sack. Mr. de Voss est prêt à se charger d'être chef de la Commission Immédiate en se réservant quelques conditions contenues dans le No. 1 <sup>3)</sup> que je trouve admissibles et qui prouvent en même temps à V. M. qu'il n'a aucune vue ambitieuse pour l'avenir.

Je supplie V. M. de se décider le plus tôt que possible sur cette proposition que j'ose lui soumettre, comme on ne peut laisser les affaires sans direction et les abandonner au hasard. Il faudrait lui donner un plein-pouvoir qui l'autoriserait à traiter sur toutes les affaires qui se rapportent à l'exécution du traité de Tilsit seul pendant mon absence et conjointement avec moi quand je serai à Berlin, où cependant je dois retourner quand l'affaire des contributions et de l'évacuation doit se finaliser. Je crois que Mr. Sack sera le plus à même d'expédier les ordres qu'il faudra donner et les plein-pouvoirs qu'il faudra signer.

Mr. Daru est venu ce matin me montrer par une lettre du 29 avril de

<sup>1)</sup> Vgl. oben S. 417.

<sup>2)</sup> Vgl. über diese Versammlung der kurmärkischen Stände, Bassewitz a. a. O. III. S. 64 ff.

<sup>3)</sup> Das Immediat-Schreiben von Voss vom 8. Mai. Vgl. den folgenden Brief.

Bayonne, écrite par Mr. de Maret <sup>1)</sup> que l'Empereur retournera bientôt à St. Cloud et que les ordres ont été donnés au palais pour cet effet. La lettre de S. A. R. le Prince Guillaume <sup>2)</sup> explique les raisons de ce prompt retour.

Comme je sais qu'avec le 1. de juillet nos ressources extraordinaires de finances sont épuisées, j'ai cru devoir penser à de nouvelles afin de prévenir l'embarras qu'un épuisement des caisses doit causer. Le Nro. 2. contient l'assurance positive que m'a donnée le Prince Wittgenstein <sup>3)</sup> qu'il garantissait qu'on pourrait obtenir de L'Electeur de Hesse pendant six mois une assistance de 150 000 écus par mois, et je tâcherai maintenant de finaliser cette affaire avec lui.

Voss an Stein <sup>4)</sup>

Berlin, 8. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

*Erklärt sich bereit, an Stelle Sacks den Vorsitz in der Friedensvollziehungs-Kommission zu übernehmen unter der Bedingung, dass er nur, wenn die Geschäfte es notwendig machen, in Berlin anwesend zu sein brauche. Verzicht auf Gehalt.*

Wittgenstein an Stein

Berlin, 8. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

*Bereitwilligkeit des Kurfürsten von Hessen, dem preussischen Staat zur Ueberwindung seiner finanziellen Schwierigkeiten für die zweite Hälfte 1808 monatlich 150 000 Thaler zur Verfügung zu stellen. Bitte um äusserste Geheimhaltung der Person des Geldgebers aus Besorgnis über die dem Kurfürsten sonst vielleicht entstehenden Unannehmlichkeiten von Seiten der Franzosen <sup>5)</sup>.*

Stein an den Minister Schroetter

Berlin, 10. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. VIII, Vol. 2. Konzept Vincke mit Korrekturen Steins

*Kritik des Schroetter'schen Immediat-Berichts vom 10. April 1808 über den Domänenverkaufsplan. Es sollen für 50 Mill. Fres Domänen, hauptsächlich aus den Gebieten westlich der Weichsel verkauft werden. Bei der Erörterung der Einzelheiten des Verkaufsplans äussert sich Stein sehr bestimmt gegen die von Schroetter vorgeschlagene Zusicherung der Grundsteuerfreiheit für die Käufer („ist ganz verwerflich“). Frage der Patronatsrechte. „Die Patronats Rechte trifft derselbe Vorwurf der Anomalie als die Patrimonial Jurisdictionen, sie dürften daher in keinem Falle zu propagiren und hierüber den künftigen zweckmässigen Bestimmungen des geistlichen Departements vorzugreifen seyn, welches vielleicht gerathen finden dürfte, den*

<sup>1)</sup> Vgl. Bd. III. S. 433.

<sup>2)</sup> Liegt nicht vor.

<sup>3)</sup> Vgl. unten dessen Schreiben vom 8. Mai 1808.

<sup>4)</sup> Vgl. dazu noch die Kabinets-Ordre an Stein und Voss, Königsberg, 16. Mai 1808, durch welche Voss die Leitung der Friedensvollziehungs-Kommission übertragen, Voss aber Stein unterstellt wird. Ausserdem das für Voss so bezeichnende Immediatschreiben vom 2. Juni 1808, in welchem er gegen seine Unterstellung unter Stein als „Degradation“ protestiert und die Anciennität, d. h. den Dienstvortritt für sich in Anspruch nimmt. Beide Schreiben Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. XI. Nr. 89. Frankreich. Fasc. 429. Das letzte beantwortet durch Kabinets-Ordre an Voss vom 11. Juni 1808 (ebd.). — Die Bedeutung der Friedensvollziehungs-Kommission erlosch fast gänzlich nach dem Abgang von Sack, Voss' ganze Tätigkeit beschränkte sich bald auf die Teilnahme an den Intriguen gegen Stein. S. Hauss herr a. a. O. o. S. 193.

<sup>5)</sup> Vgl. Hauss herr a. a. O. S. 203 f.



Gemeinden eine Concurrnz bei der Predigerwahl unter angemessenen Modificationen einzuräumen.“ *Die Frage der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse. Domänenverkauf und Agrarreform.* „ad 10 besorge ich, dass dieses <sup>1)</sup> leicht dahin führen möchte, das unnöthige und in vieler Hinsicht nachtheilige vormundschaftliche Verhältniss der Gutsherrn über die Unterthanen, wie es bisher bestanden, aber durch das Edikt v. 9. Okt. v. J. gelöset worden ist, in anderer Form wieder zurückzubringen. Die Bauern befinden sich gewiss immer da am besten, wo ein solches Verhältniss nicht stattfindet, wie in Westphalen, im westlichen und südlichen Deutschland, sie können auch sonst nie selbstständige, selbstdenkende Menschen werden, wenn ein natürlicher Beystand und Ratgeber ihnen immer zur Seite stehet.“

Stein an den Kanzler Schroetter

Berlin, 12. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 151 a. Tit. VIII. Sect. 1, Gen. Nr. 1 a. Vol. 1. Konzept Staegemann

*Die staatsrechtliche Seite der Frage der Domänenveräußerung. Vorbereitung des Hausgesetzes als rein formale Angelegenheit. Die Domänen Hausbesitz oder Staatsbesitz? Der König in jedem Fall zur Aufhebung der Bestimmungen Friedrich Wilhelms I. über die Unveräußerlichkeit der Domänen berechtigt.*

Ich bin mit demjenigen, was Ew. Excellenz in Ihrer gefälligen Antwort vom 4. d. M. über die wegen der Veräußerlichkeit der Domainen auszufertigende Acte zu äussern belieben, ad 1. 2. 5—8 einverstanden <sup>2)</sup>. Ad 3 u. 4 dagegen, die Zuziehung der weiblichen Mitglieder des Könighchen Hauses betreffend, finde ich solche nicht erforderlich. Ich halte die Vollziehung eines Familien Vertrages mehr für eine Maasregel der Politik, insoweit durch die grössere Förmlichkeit die Besorgniss einer Zurückforderung veräußerter . . . Domainen . . . ausgeschlossen werden soll, als eine rechtliche Nothwendigkeit. Die Domainen sind ein Eigenthum des Staats, nicht ein Privat Vermögen des regierenden Hauses, in so weit sie letzteres gewesen sind, ist ihnen durch die Erklärung des Regenten die Domanial Eigenschaft ausdrücklich beigelegt worden. Die Anordnung eines Familien Fideicommisses für das regierende Haus war hiernach einestheils ganz entbehrlich, weil der ganze Inbegriff des Staats ein solches Familien Fideicommiss bildet, andertheils konnte, wenn hierdurch bestimmte Privat Verhältnisse in der Familie selbst hätten hervorgebracht werden sollen und können, in dem Eigenthum des Staats nichts abgeändert und der Chef des regierenden Hauses als solcher in keiner Disposition beschränkt werden, zu der ihn seine höhere Eigenschaft als Oberhaupt des Staats berechtigte. Hieraus folgt von selbst, dass, so wie des Königs Friedrich Wilh. I. Majestät durch ein von ihm allein vollzogenes Edict die Unveräußerlichkeit der Domainen einführen durfte, Seine jetzt regierende Majestät sie allein wieder aufzuheben befugt sind, sobald höhere Staats Rücksichten eine Abänderung der Maasregel gebieten . . .

<sup>1)</sup> Die Ausübung der Polizei-Aufsicht und die Einziehung der Steuern durch die neuen Besitzer der Domänen.

<sup>2)</sup> Das Schreiben Schroetters vom 4. Mai ebd.

Stein an Frau vom Stein

Berlin, 15. Mai 1808

St. A.

*Bittet um eine Empfehlung des Grafen Friedrich von Brühl an ihren Bruder zwecks Uebertritt des jungen Brühl in die österreichische Armee. Erwartung bestimmter Anweisungen aus Königsberg wegen seiner Rückkehr dorthin.*

Je viens de recevoir votre lettre du 9 d. c., ma chère amie, et celle du 10, et j'espère que celle-ci vous trouvera à Nassau, jouissant de ce superbe printemps . . .

La Comtesse Charles Brühl, que nous aimons tous les deux, me charge de vous écrire sur l'objet suivant. — Fritz a été dans les Gend'armes, après, il a été échangé, a été placé dans le corps de son beau frère Marwitz<sup>1)</sup> qui a eu l'imprudence, sans consulter la mère, de lui faire prendre son congé. Quoiqu'il n'y aurait point grande difficulté de le faire rentrer, le jeune homme préfère d'entrer dans une armée complète, nombreuse et en mesure d'agir, en quoi je suis de son avis, et voudrait être placé comme lieutenant, ce qu'il a été, dans la cavalerie autrichienne. Il aura 17 ans, d'une belle et grande figure, ressemblant à la mère, appliqué, sa conduite est très excellent, ayant le désir de se distinguer — il me plaît beaucoup. Je vous prie d'en écrire à votre frère<sup>2)</sup> auquel je me serais directement adressé si je savais où le trouver . . . Je n'ai pas besoin de vous recommander cette affaire, comme je sais que vous aimez la famille que vous m'obligerez sensiblement.

Ma soeur part pour Eythra, il n'y a pas moyen de la retenir — j'attends une reponse de Königsberg au sujet de mon voyage, elle peut m'arriver le 20 ou le 22 d. c.

Sack est allé à Königsberg. La Princesse Henri<sup>3)</sup> est mourante.

Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 15. Mai 1808

St. A. Reinschrift. — Konzept Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedr. Wilh. III. B VII a 7 C. — Nach der Reinschrift.

*Billigt die Ernennung von Voss zum Chef der Friedensvollziehungs-Kommission. Pessimistische Beurteilung der Lage. Misserfolg der berliner Mission Steins. Bittet ihn, bald zurückzukehren im Hinblick auf die drohenden finanziellen Schwierigkeiten in Königsberg. Anerkennung seiner Tätigkeit in Berlin.*

J'approuve très fort votre proposition de confier aux soins patriotiques du Ministre d'État de Voss<sup>4)</sup> la commission importante que Mr. Sack s'est vu obligé d'abandonner pour satisfaire les autorités françaises. Je m'abstiens par prudence de toute réflexion à cet égard, et je ne puis que déplorer le triste état des choses qui se prolonge malgré toutes les condescendances et tous les sacrifices imaginables jusqu'à un terme qui devra amener à peu près la ruine totale de toute ressource. Votre

<sup>1)</sup> Vgl. Bd. III, S. 286, Anm. 4, sowie Meusel, Marwitz I, S. 303 ff., 429 f., 449.

<sup>2)</sup> Den österreichischen Generalleutnant L. von Wallmoden.

<sup>3)</sup> Die Gattin des Bruders Friedrichs d. Gr., des Prinzen Heinrich von Preussen, Wilhelmine geb. Prinzessin von Hessen-Kassel.

<sup>4)</sup> S. oben S. 422.

présence doit sans doute avoir été dans ce moment de crise d'une importance majeure à Berlin, malgré cela, la situation également fort critique dans laquelle nous ne laissons pas de nous trouver ici, la demande également, et vous me feriez plaisir de ne pas trop retarder votre retour, surtout comme nos moyens pécuniers tirent à leur fin et que je crains toujours que malgré nos . . .<sup>1)</sup>, il faudra encore aviser à des nouvelles épargnes. J'admire à la fois le courage, la fermeté et la résignation qui vous accompagnent dans toutes vos démarches dans l'attente des résultats heureux comme autant de sacrifices qui vous portent à l'intérêt général, et j'en reconnais tout le prix<sup>2)</sup>.

Stein an Altenstein  
Preuss. Staatsbibliothek Berlin

Berlin, 15. Mai 1808

*Massnahmen gegen den englischen Handel. Stellung der Bank. Innere Unzufriedenheit mit seiner Stellung als Zwangsvollstrecker Napoleons. Zweifel an der Zukunft. Stein trotzdem entschlossen, den Wiederaufstieg vorzubereiten. Hoffte, dass Napoleon nach seiner Rückkehr aus Spanien sich über das preussische Angebot vom 9. März entscheiden werde.*

Ich bin mit dem Gutachten E. Hochwohlgeboren<sup>3)</sup> vollkommen einverstanden, dass man von unserer Seite strengere Maasregeln gegen den Englischen Handel nehmen und eine genaue Aufsicht darüber ausüben müsse. Man näherte sich dem Verfahren der Dänen und Holländer, worüber ich theils Nachrichten einziehe, theils mitgetheilt habe. H. Gh. R. Nagler wird Sie mit dem Inhalt meiner an den H. Grf. v. d. Goltz gerichteten Antwort<sup>3)</sup> bekannt machen, der von dem der Immediat Commission grossentheils abweicht.

Sollte es nicht rathsam seyn, die Banque als ein isolirtes Institut zu behandeln, es unter Leitung zweyer Staats Rätthe des öffentlichen Schatzes und des staatswirtschaftlichen Departements zu setzen?

Es ist niederschlagend, ohnerachtet der unglücklichen Zeitumstände noch so viele Schwäche und kleinliche Leidenschaft in Thätigkeit zu sehen, es vermehrt meine Abneigung gegen das Geschäftsleben, das seinen ganzen Reitz verlohren, indem sein Zweck nicht mehr ist Entwicklung der Kräfte einer selbstständigen Nation, sondern Befolgung der Willkühr und des zerstörenden Willens eines Weltbeherrschers. Erscheinungen dieser Art finden sich nur zur Zeit der allgemeinen Erschlaffung, und ich zweifle, dass die folgenden Generationen sich wieder erheben werden. Unterdessen muss man sein Bestreben unausgesetzt und muthig fortsetzen.

Der Kayser kommt, wie Sie wissen, zurück nach Paris, vielleicht entscheidet sich unser Schicksal während seines Aufenthaltes daselbst.

<sup>1)</sup> Unleserliches Wort.

<sup>2)</sup> Den letzten Anlass zu diesem Schreiben gab vermutlich Bymes Immediat-Schreiben vom 12. Mai 1807. Gedr. Hassel a. a. O. I. S. 261 f. Vgl. Haussherr a. a. O. S. 195.

<sup>3)</sup> Nicht ermittelt.

Reden an Stein

Berlin, 17. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151 a. Tit. XXI. Nr. 1.

*Enthusiastische Bejahung der Grundsätze des Organisations-Planes. Fordert deren Durchführung ohne Rücksicht auf entgegenstehende persönliche und bürokratische Schwierigkeiten. Ueberreicht seine eigenen Bemerkungen zu dem Plan selbst.*

Euer Exellenz danke ich für die sehr wichtige Mittheilung. Es ist unmöglich, sich eines enthousiastischen Interesses zu enthalten bey Durchsicht oder Anschauung dieses Planes der Staats Verwaltung nach Administrations Zweigen vertheilt, einer Geschäfts Organisation mit Feinheit und Verbindung des Ganzen, mit allgemeinem Überblick und kraftvoller Leitung, welche durch Sachkenntniss, auch Kunst und wissenschaftliche Elemente bereichert, ihre Früchte auf Sach und Orts Bedürfnisse praktisch anwendet, welche durch lebendige Theilnahme und thätige Mitwirkung den kundigsten, über sein wahres Interesse aufgeklärten Theil der Nation an die Staats Verwaltung bindet, sich seine Kenntnisse, Willen und öffentliche Billigung zueignet, welche eine öffentliche und wohlfeile Controlle aller Operationen, sowie eine Prüfung und Bürgschaft ihres Erfolgs im Voraus ausstellt, Zutrauen und Anhänglichkeit erzwingt und den grossen Übeln — Missverstand, Missdeutung, Misstrauen und Eifersucht — sowie der Gleichgültigkeit und dem Mangel an getheilter Verantwortlichkeit begegnet.

Es ist unmöglich, den Wunsch zu unterdrücken, bey einer solchen Ausführung mitzuwirken — würdig erklärt und gewählt zu werden, bey Entwicklung und Beurtheilung. [Bey] dieser, für unseren (auch bey der vormaligen Dienst Verfassung vorgeschrittenen und beglückten) Staat, sowie für andere benachbarten Staaten folgenreichen Umformung glaube ich, soll man bescheidenerweise auf höchste Vollkommenheit, auf genaue systematische Eintheilung und speculative Perfectibilität Verzicht leisten, zugleich aber alle persönlichen Rücksichten, alles Interesse der gegenwärtigen Individualitäten, einzelner Verwaltungen Zweige aus den Augen setzen und sich an die zum Grund gelegten richtigen und lichtvollen Gesichtspunkte der Organisation halten.

Wer das nicht kann, wer dieser Selbstverleugnung nicht mächtig ist, vermag auch nicht über diese grosse und kunstreiche Construction ein ohnbefangenes Urtheil zu fällen, und noch weniger sollte er an der Ausführung theilhaben.

Nach dieser Profession glaube ich, mir einige kurze Bemerkungen über einzelne Teile des Organisation Planes erlauben zu dürfen <sup>1)</sup>).

<sup>1)</sup> Befinden sich ebenfalls in Rep. 151 a. Tit. XXI. Nr. 1. Abdruck künftig bei Winter a. a. O. II.

## Note Steins an Daru

Berlin, 18. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXIV. 3. Konzept Kunth

*Erhebt Vorstellungen gegen die von den französischen Behörden in Schlesien verfügte Aufhebung des Ausfuhrverbots für schlesische Wolle unter Darlegung der verhängnisvollen Rückwirkungen einer solchen Massregel auf die schlesische Tuchindustrie, die wichtigste Erwerbsquelle des Landes<sup>1)</sup>.*

## Stein an Massow

Berlin, 19. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XII. 11. Konzept Staegemann

*Teilt ihm seine Enthebung vom Posten des General-Kommissars für Schlesien mit und weist ihn an, seinen Geschäfts-Kreis fernerhin auf die Grafschaft Glatz zu beschränken.*

## Stein an Bismarck

Berlin, 20. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. VI, 1

*Genehmigt die von Bismarck vorgeschlagene Akziseerhöhung in Breslau unter der Bedingung, „dass sie nicht zu den Französischen Cassen fließt und . . . nach erfolgter Evacuation aufgehoben . . . werde . . . , da es dem inneren Gewerbe nachtheilig ist, wenn sich solche einzelnen Orten eigenthümliche Abgaben bilden.“*

## Immediat-Schreiben Steins

Berlin, 20. Mai 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

*Die Verhandlungen mit Wittgenstein und dem Kurfürsten von Hessen. Steins Rückkehr nach Königsberg.*

Votre Majesté daignera se rappeler que le Prince de Wittgenstein a été chargé par Elle d'engager l'Electeur de Hesse ou de placer ses fonds dans l'emprunte qui se négocie en Holland, ou d'engager ses effectes et son credit en faveur de cet emprunte, ou enfin, de faire un achat de domaines. Le Prince de Wittgenstein a continué à diriger cette affaire avec beaucoup de prudence et se propose maintenant de se rendre auprès de l'Electeur afin d'obtenir une réponse définitive.

Votre Majesté a daigné lui remettre le 24 de mars une lettre pour l'Electeur, mais plusieurs circonstances ayant changés depuis, je la supplie de vouloir munir la lettre ci-jointe de Sa signature à moins qu' Elle ne daigne à en écrire une de sa propre main et de l'envoyer par un courrier au Prince de Wittgenstein qui l'attend ici pour partir aussitôt et se rendre chez l'Electeur.

J'espère que Votre Majesté aura décidé sur le mode de me remplacer et que ses ordres me parviendront bientôt afin que je puisse me rendre à Königsberg.

<sup>1)</sup> Das Ausfuhrverbot wurde daraufhin wieder hergestellt. Vgl. das Schreiben Darus an Stein, Berlin, 24. Mai 1808, ausserdem das entsprechende Reskript Steins an Bismarck vom 25. Mai 1808, sämtliche Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXIV. 3. Dazu noch das Schreiben Darus an Stein vom 12. Juni 1808 nebst Steins Antwort (o. D.) ebd. S. auch Lehmann a. a. O. II. S. 252 f. Vgl. oben S. 329 u. 338.

Stein an Reden

Preuss. Staatsarchiv Breslau

Berlin, 23. Mai 1808

*Der Rücktritt Sacks von seinem Posten als Chef der Friedensvollziehungs-Kommission. Ungewisses Schicksal der preussischen Kontributionsvorschläge vom 9. März 1808. Hoffnung auf eine Erleichterung der politischen Lage Preussens aus der Gesamtsituation der Aussenpolitik Napoleons. Bevorstehende Rückkehr Steins nach Königsberg. Voss als Nachfolger Sacks. Bedrohliche finanzielle Lage der Provinzen. Die Not des Staates erfordert die Zusammenfassung aller aufbauwilligen Kräfte.*

Ich benutze die Abreise der Reck'schen Familie, um mit Ihnen, lieber Reden, über manche uns nahe angehenden Angelegenheiten zu sprechen.

Die Beschreibung des Festes, welches Sie auf den Geburtstag Ihrer vortrefflichen Gattin feyerten und der schönen Natur Scenen, die Sie umgaben, hat mir innige Freude gemacht. Wie ganz anders sind unsere Beschäftigungen und täglichen Eindrücke.

Den Vorfall mit Sack wissen Sie oder erfahren ihn aus den mündlichen Erzählungen der Reisenden. — Es lag der Sache eine Verrätherey zu Grunde, die noch nicht auszumitteln ist, vielleicht hätte der ganze Brief unterbleiben und die Sache schriftlich <sup>1)</sup> abgemacht werden können.

Die Convention liegt noch in Bayonne, vielleicht wird sie unterzeichnet, unterdessen bis dieses geschieht, werde ich in Königsberg bleiben und die dortigen Geschäfte bearbeiten, die meine Gegenwart erfordern und wozu ich vom König aufgefordert werde <sup>2)</sup>. Ob nun K. N[apoleon] abschliessen werde, oder ob wir an der Auszehrung sterben sollen, das bin ich zu entscheiden nicht im Stande, habe aber mehrere Data, um zu glauben, dass unser Leiden durch neue Unternehmungen nach andern Punkten sich endigen werde.

Ich hatte H. Daru schon vor geraumer Zeit einen Brief des H. M. v. Löb wegen des Georgianums übergeben — er gab mir Hoffnungen, ob er sie erfüllt hat, weiss ich nicht. Ich werde ihn erinnern, dieses Institut nicht fallen zu lassen.

Ich werde sobald nach Königsberg abgehen, als ich Antwort erhalten, der ich stündlich entgegen sehe. H. v. Voss wird die Geschäfte der Friedens Commission leiten, und nur der Haupt Abschluss wird, wie gesagt, mich zurückrufen. Die Kräfte der Provinz sind auf das Aeusserste angezogen, und ich sehe nicht ein, wie man den Credit der Provinzen, die sich mit Negociiren geholfen, bey der Fortdauer einiger Monate wird halten können. Unter diesen Umständen und bey dieser anscheinenden längeren Fortdauer ist es sehr zu wünschen, dass auch in Schlesien sich in den Crayssen und der Kammer rechtliche und verständige Männer mit den Verwaltungs Behörden vereinigen und kräftig dem Bösen entgegen würken. Dieses kann man von Ihnen, lieber Reden, erwarten.

<sup>1)</sup> Wohl verschrieben statt „mündlich“.      <sup>2)</sup> S. oben S. 425 f.

Stein an Frau vom Stein  
St. A.

Berlin, 25. Mai 1808

*Bevorstehende Abreise nach Königsberg. Not des Landes und aller Stände als Folge der Besetzung und der Kontributionslasten. Frage der Uebersiedlung seiner Familie nach Königsberg und andere häusliche und wirtschaftliche Angelegenheiten.*

Je vous adresse cette lettre, ma chère amie, pour vous dire que je partirai demain le 26 d. c. au soir pour me rendre à Königsberg où le Roi me demande pour différents objets de l'administration intérieure et où beaucoup de personnes croient ma présence très nécessaire. Je me serais volontiers passé de cette course, mais il faut la faire par les raisons alléguées. Pendant mon absence, Mr. de Voss est chargé du soin de suivre les affaires qui se traitent ici. Je dois revenir dès ce qu'il y aura quelque apparence d'achever ici l'affaire de l'évacuation.

Les souffrances de ce pays sont intolérables, et le nombre des familles écrasées et appauvries augmente journellement, propriétaires de terre, rentiers, pensionnaires, employés, tout est écrasé par les contributions, logements, corvées etc., et les suites ne sont point à prévoir.

Je dois toujours m'en tenir à l'opinion que vous restiez jusqu'au mois d'août à Nassau et qu'alors, vous entrepreniez le voyage ou celui de Berlin ou celui de Königsberg selon que les circonstances du moment indiqueront la mesure.

La Princesse Henri<sup>1)</sup> est très mal. On s'attend à la perdre. C'est une respectable princesse bienfaisante . . .

J'ai déposé mon testament au Kammer Gericht à Berlin et l'ai modifié dans les points que vous avez désirés qu'il fussent changés.

*Frage des Ankaufs eines neuen Wagens und andere Wirtschaftsfragen.*

---

<sup>1)</sup> S. oben S. 425, Anm. 3.